



REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

-----  
**PROJET D'ACCES AUX MARCHES ET D'INFRASTRUCTURES RURALES DANS  
LA REGION DE TAHOUA**

**"PAMIRTA"**  
**UNITE DE GESTION DU PROJET**

Téléphone : 20.611.067, Email : [urgp.tahoua@prodaf.net](mailto:urgp.tahoua@prodaf.net)

**DOSSIER DE PRESELECTION**  
**N°004/SCI/MAGEL/UGP-PAMIRTA/2019**

**SELECTION D'UN CABINET CHARGE DES D'ETUDES TECHNIQUES, ETUDE  
D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER  
D'APPEL D'OFFRES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION  
ET SURVEILLANCE / CONTROLE DE 80 KILOMETRES D'INFRASTRUCTURES  
ROUTIERES DANS LE PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE  
GUIDAN IDDER DANS LA REGION DE TAHOUA.**

**MAITRE D'OUVRAGE**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE**

**CLIENT / MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE:**

**Unité de Gestion du Projet d'Accès aux Marchés et  
d'Infrastructures Rurales dans la Région de Tahoua (PAMIRTA)**

**FINANCEMENT: Prêt AICS N° F.ROT/AID 13/009/0**

JUILLET 2019

## **TABLE DES MATIERES**

### **Pages**

<b><u>PIECE N° 1</u> : AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET .....</b>	<b>3</b>
--	----------

<b><u>PIECE N° 2</u> : NOTE RELATIVE A L'AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET.....</b>	<b>6</b>
---	----------

<b><u>Chapitre I</u> : Généralités .....</b>	<b>7</b>
--	----------

<b><u>Chapitre II</u> : Dossier de présélection .....</b>	<b>9</b>
---	----------

<b><u>Chapitre III</u> : Préparation des dossiers de candidature.....</b>	<b>10</b>
---	-----------

<b><u>Chapitre IV</u> : Remise des dossiers de candidature.....</b>	<b>11</b>
---	-----------

<b><u>Chapitre V</u> : Ouverture des plis, Evaluation et Classement des candidats.....</b>	<b>12</b>
--	-----------

<b><u>PIECE N° 3</u> : CRITERES DE SELECTION .....</b>	<b>14</b>
--	-----------

<b><u>PIECE N° 4</u> : RENSEIGNEMENTS SUR LES QUALIFICATIONS ET LES CAPACITES DES CONSULTANTS .....</b>	<b>18</b>
---	-----------

<b><u>ANNEXE</u> : TERMES DE REFERENCES DE LA PRESTATION</b>	
--	--

***PIECE N°1: AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET***

### **AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET**

Le Niger a sollicité et obtenu de la République Italienne, à travers l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS), un crédit concessionnel pour financer le Projet d'Accès au Marché et d'Infrastructures Rurales dans la Région de Tahoua (PAMIRTA). L'Accord de financement, signé en 2014, prévoit le dépôt d'une partie des fonds en Italie avec une gestion directe du Gouvernement du Niger à travers une passation des marchés au niveau local.

Le présent avis a pour objet de présélectionner les candidats dans le cadre du recrutement d'un Consultant/Cabinet pour la fourniture des **ETUDES TECHNIQUES, ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER D'APPEL D'OFFRES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION ET SURVEILLANCE / CONTROLE DE 80 KILOMETRES d'INFRASTRUCTURES ROUTIERES DANS LE PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE GUIDAN IDDER DANS LA REGION DE TAHOUA.**

Pour être admis à concourir, les candidats (y compris les membres des groupements de cabinets) doivent (i) être des cabinets ou bureaux d'études reconnus, (ii) être en règle vis-à-vis de l'administration, et (iii) ne pas être sous le coup d'une suspension, d'une interdiction, d'une exclusion ou d'une liquidation des biens. Le nombre de candidats à inscrire sur la liste restreinte sera limité à six (6) et la sélection finale du consultant sera faite par la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Coût (SFQC) conformément aux procédures qui seront décrites dans la Demande de Propositions.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage invite les candidats intéressés à retirer gratuitement un jeu complet du Dossier de présélection à l'Unité de Gestion du Projet, Téléphone: (+227) 20.611.067 ou à la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT/ProDAF) sis au Quartier KOUARA KANO de Niamey, Téléphone 20.35.18.49, durant les heures officielles d'ouverture.

Des renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès de l'Unité de Gestion du Projet (Téléphone : +227 20 611 067 – Email : [urgp.tahoua@prodaf.net](mailto:urgp.tahoua@prodaf.net) avec copies à [abdoulaye.soumana@prodaf.net](mailto:abdoulaye.soumana@prodaf.net) et [bodo.marou@prodaf.net](mailto:bodo.marou@prodaf.net) ).

Les lettres de manifestation d'intérêt rédigées en français et accompagnées des documents indiqués au dossier de présélection doivent parvenir sous plis fermés et porter la mention « **SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET POUR LA FOURNITURE DES ETUDES TECHNIQUES, ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER D'APPEL D'OFFRES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION ET SURVEILLANCE / CONTROLE DE 80 KILOMETRES d'INFRASTRUCTURES ROUTIERES DANS LE PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE GUIDAN IDDER DANS LA REGION DE TAHOUA.** ».

Le montant du marché objet du présent avis à manifestation d'intérêt sera en hors taxe (HT) et ne devra pas être dépassée 162 000 000 FCFA ou 247 140 EURO. Toute offre financière supérieure sera rejetée.

Les offres présentées en un (1) original et trois (3) copies, conformément au dossier de présélection, doivent être déposées à la **Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Porte B005 au Rez de chaussée.**

La date limite de remise des offres est fixée pour le **22 Août 2019 à 10 heures**. Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

L'ouverture des plis aura lieu dans la grande salle de réunion du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage le **22 Août 2019 à 10 heures**; en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

**Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage**

**Elhadj ALBADE ABOUBA**

***PIECE N°2 : NOTE RELATIVE A L'AVIS DE  
MANIFESTATION D'INTERET***

## **CHAPITRE I : GENERALITES**

### **Article premier : Objet de l'Avis de manifestation d'intérêt**

Le présent Avis de manifestation d'intérêt a pour objet la présélection, conformément aux dispositions de l'article 60 du Code des marchés publics au Niger, de candidats devant soumettre des demandes de proposition pour la réalisation des prestations relatives aux **ETUDES TECHNIQUES, ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER D'APPEL D'OFFRES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION ET SURVEILLANCE / CONTROLE DE 80 KILOMETRES D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES DANS LE PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE GUIDAN IDDER DANS LA REGION DE TAHOUA**, et financées sur les ressources du **Prêt AICS N° F.ROT/AID 13/009/0**, signé entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement du Niger.

### **Article 2 : Critères d'éligibilité**

**2.1** Pour être admis à concourir, les candidats (y compris tous les membres d'un groupement de cabinets et tous les sous-traitants du candidat) doivent remplir les conditions ci-après :


a) être légalement enregistrés au registre de commerce, ou au registre équivalent selon la loi du pays où l'entreprise a son siège social;


b) se trouvent dans les conditions prévues par le **décret législatif 159/2011 et ss.mm.ii**; les candidats italiens doivent fournir le « certificat antimafia » des autorités italiennes compétentes et les candidats/soumissionnaires non italiens doivent fournir une certification équivalente selon le modèle joint au présent dossier de présélection ou les pièces justificatives ayant la même valeur, si prévues par leurs lois nationales respectives.

**2.2** Les candidats fourniront toute pièce établissant leur éligibilité que le maître d'ouvrage pourra exiger;

**2.3** Les soumissionnaires nationaux et communautaires doivent être en règle vis-à-vis de l'Administration ;

**2.4** Les entreprises publiques nationales et des autres pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ne peuvent participer à l'appel d'offres que si elles sont juridiquement et financièrement autonomes.

 Toute production de faux documents ou de fausses informations entraîne automatiquement et à tout moment le rejet pur et simple de la candidature sans préjudice des autres sanctions.

 Le non-respect de l'un des critères d'éligibilité ci-dessus entraîne le rejet pur et simple de la candidature.

### **Article 3 : Critères de qualification**

Les candidats doivent fournir les documents prouvant qu'ils disposent des ressources humaines et de l'expérience nécessaires pour mener à bien l'exécution des prestations. A cette fin, ils doivent fournir les documents suivants :

- la liste, les qualifications et l'expérience des consultants qui seront chargés de l'exécution des prestations ;
- la liste des marchés antérieurs et une attestation de bonne fin d'exécution (par marché), prouvant l'expérience du cabinet et/ou des consultants dans la réalisation de prestations similaires.

Les critères de qualification ci-dessus feront l'objet d'une évaluation, d'une notation et d'un classement en vue de retenir les candidats présélectionnés. Seuls les candidats ayant obtenu la note minimale de **(70/100)** seront retenus.

#### **Article 4 : Un dossier par candidat**

Chaque candidat ne présentera qu'un seul dossier, à titre individuel ou au nom d'un cabinet. Pour un même avis de manifestation d'intérêt, un candidat qui présente plusieurs dossiers sera disqualifié.

#### **Article 5 : Frais de soumission**

Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa candidature et le maître d'ouvrage ne sera en aucun cas responsable de ces coûts ni tenu de les rembourser, quelle que soit l'issue de la présélection.

#### **Article 6 : Obligations particulières des candidats**

**6.1** Les autorités contractantes exigent des consultants qu'ils fournissent des conseils professionnels objectifs et impartiaux, qu'en toutes circonstances ils défendent avant tout les intérêts de leur client et qu'ils évitent scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de leur société. Les consultants ne doivent pas être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations envers d'autres clients ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité d'exécuter leur tâche au mieux des intérêts du maître d'ouvrage.

**6.2** Comme indiqué à l'alinéa 1er ci-dessus, des consultants peuvent être engagés pour assurer des activités en aval lorsqu'il est essentiel d'assurer une certaine continuité, auquel cas les Données particulières doivent faire état de cette possibilité et les critères utilisés dans la sélection du consultant doivent prendre en compte la probabilité d'une reconduction. Il appartiendra exclusivement au maître d'ouvrage de décider de faire exécuter ou non des activités en aval.

### **CHAPITRE II : DOSSIER DE PRESELECTION**

#### **Article 7 : Acquisition du dossier de présélection**

Tout candidat intéressé par le présent avis, peut acquérir gratuitement un jeu complet du dossier de candidature auprès de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à Tahoua ([urgp.tahoua@prodaf.net](mailto:urgp.tahoua@prodaf.net) avec copies à [abdoulaye.soumana@prodaf.net](mailto:abdoulaye.soumana@prodaf.net) et [bodo.marou@prodaf.net](mailto:bodo.marou@prodaf.net) Téléphone 00227 20 611 067) ou à la Cellule nationale d'Assistance Technique (CENAT) sis au Quartier KOUARA KANO de Niamey, Téléphone 20.35.18.49, email : [cenat.niamey@prodaf.net](mailto:cenat.niamey@prodaf.net) , pendant les heures officielles de travail.

#### **Article 8 : Contenu du dossier de présélection**

Le dossier de présélection comprend les documents énumérés ci-après en tenant compte de tout additif publié conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessous :

- Avis de manifestation d'intérêt ;
- Note d'information aux consultants ;
- Critères de sélection ;
- Renseignements sur les qualifications et les capacités des consultants.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le candidat.

#### **Article 9 : Demande d'éclaircissements apportés au dossier de présélection**

Tout consultant désirant obtenir des éclaircissements sur le dossier de présélection peut en faire la demande au maître d'ouvrage par écrit, télégramme, Internet, télécopie ou télex. Le maître d'ouvrage répondra à toute demande d'éclaircissement reçue au moins vingt (20) jours avant la date limite de remise des candidatures. Dans le même temps, une copie de la réponse du maître d'ouvrage sera adressée à tous les consultants destinataires de la lettre d'invitation, indiquant la question posée mais sans mentionner son auteur.

### **Article 10 : Modifications au dossier de présélection**

Jusqu'à vingt (20) jours avant la soumission des candidatures, le maître d'ouvrage peut, pour des raisons motivées, soit de sa propre initiative, soit en réponse à une demande d'éclaircissement d'un consultant, modifier le dossier de présélection au moyen d'un additif. Tout additif est publié par écrit sous la forme d'un addendum. Les addenda sont communiqués par écrit, à tous les consultants qui ont retiré le dossier et ont force obligatoire pour eux. Le maître d'ouvrage doit, en cas de changement des données, reporter la date limite de soumission des propositions de sept (7) jours calendaires au minimum.

## **CHAPITRE III : PREPARATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE**

### **Article 11 : Composition du dossier de candidature**

**11.1** Le dossier présenté par le soumissionnaire comprendra les documents ci-après:


- a) la présentation du Consultant (références, expérience et CV succinct pour les consultants individuels) ;
- b) la liste nominative des experts avec leur curriculum vitae, les copies de leurs diplômes certifiées conformes, copie de leur attestation légalisée d'inscription à un Ordre pour les professions réglementées et leur attestation de disponibilité ainsi que la liste des sous-traitants avec leurs références techniques et financières ;
- c) la liste du personnel spécialisé (personnel clé) ;
- d) éventuellement, la liste des prestations similaires réalisées ;
- e) toutes autres informations demandées par le maître d'ouvrage.

**11.2** Le dossier de candidature comprend en outre l'ensemble des documents attestant que le soumissionnaire satisfait aux critères d'éligibilité définis à l'article 2 ci-dessus.

### **Article 12 : Langue de la candidature**

Toute candidature et tout document concernant le dossier de présélection, échangés entre le candidat et le maître d'ouvrage seront rédigés en français.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il sera accompagné d'une traduction en langue française. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de la soumission, la traduction française fera foi.

 L'absence de traduction entraîne le rejet de l'offre.

### **Article 13 : Présentation et signature du dossier de candidature**

**13.1** Le Soumissionnaire remettra le dossier de sa candidature en un (1) original et en trois (3) copies en indiquant clairement « ORIGINAL » et « COPIES », selon le cas. En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

**13.2** L'original du dossier de candidature est paraphé et signé par la ou les personne(s) dûment habilitées à apposer leurs signatures au nom du soumissionnaire.

### **Article 14 : Cachetage et marquage des soumissions**

**14.1** Le soumissionnaire devra présenter l'original et les copies du dossier de candidature dans des enveloppes séparées, cachetées (cire) en marquant sur les enveloppes «original» et «copies». Les enveloppes seront alors placées dans une enveloppe extérieure cachetée (cire) et non identifiable.

**14.2** L'enveloppe extérieure devra :

- être adressée au maître d'ouvrage à l'adresse indiquée dans l'Avis de manifestation d'intérêt;
- porter le nom et le numéro de l'Avis de manifestation d'intérêt ;



- porter la mention « À n'ouvrir qu'en commission ».

**14.3** Les enveloppes intérieures porteront le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à renvoyer le dossier de candidature en l'état au cas où il est déclaré hors délais.

**14.4** Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée (scellée) et marquée comme indiqué ci-dessus, le maître d'ouvrage ne sera en aucun cas responsable si le dossier de candidature est égaré ou s'il est ouvert prématurément.

☞ Sous peine de rejet, l'enveloppe extérieure doit être cachetée et ne porter aucun signe permettant d'identifier le soumissionnaire.

## **CHAPITRE IV: REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE**

### **Article 15 : Date et heure limites de remise des dossiers de candidature**

**15.1** Les candidatures présentées conformément aux dispositions des articles 13 à 14 ci-dessus et adressées à **Monsieur le coordonnateur de l'UGP du PAMIRTA**, Téléphone (+227) 20 611 067, email : [urgp.tahoua@prodaf.net](mailto:urgp.tahoua@prodaf.net), devront parvenir à la **Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage**, à la **Porte B005 au Rez de chaussée** au plus tard **le 22 Août 2019 à 10 heures, heure locale**.

L'ouverture des plis aura lieu **le 22 Août 2019 à 10 heures, dans la grande salle de réunion du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage**.

**15.2** Le maître d'ouvrage peut dans des circonstances exceptionnelles et à sa discrétion, proroger la date limite de remise des candidatures en publiant un rectificatif dans les mêmes conditions que l'Avis de manifestation d'intérêt. Les droits et obligations du maître d'ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initialement arrêtée seront régis par la nouvelle date limite.

### **Article 16 : Candidatures hors délai**

☞ Toute candidature reçue par le maître d'ouvrage après la date limite précisée à l'article 16 ci-dessus sera rejetée sans être ouverte quel que soit le motif du retard.

☞ Lors de la séance d'ouverture des plis, aucun dossier de candidature ne sera admis séance tenante

## **CHAPITRE V: OUVERTURE DES PLIS, EVALUATION ET CLASSEMENT DES CANDIDATS**

### **Article 17 : Ouverture des plis**

L'auxiliaire de justice assermenté ouvrira, pour le compte du maître d'ouvrage, les enveloppes contenant les dossiers de candidature en présence des représentants des candidats qui souhaitent y assister. Les représentants des candidats présents signeront une liste de présence qui sera jointe au procès-verbal d'ouverture.

Lors de l'ouverture des plis, le maître d'ouvrage annoncera les noms des candidats et toute autre information qu'il juge appropriée.

Aucune candidature ne sera rejetée à l'ouverture, à l'exception des candidatures reçues hors délai.

Le maître d'ouvrage établira le procès-verbal de l'ouverture des plis qui comporte notamment les informations communiquées aux candidats présents. Ce procès-verbal sera signé par tous les membres de la commission d'ouverture; tout procès-verbal non signé par l'auxiliaire de justice assermenté ne sera pas valable.

### **Article 18 : Evaluation et classement des candidats**

Le maître d'ouvrage éliminera les dossiers des candidats ne répondant pas aux critères d'éligibilité définis à l'article 2 ci-dessus.

Le maître d'ouvrage évaluera les dossiers des candidats éligibles selon les critères de qualification définis à l'article 3 ci-dessus.

**Article 19 : Notification des candidatures retenues**

Avant l'expiration du délai de validité des candidatures, le maître d'ouvrage notifiera par écrit aux consultants présélectionnés, que leurs candidatures ont été retenues sur la liste restreinte.

Il informera dans le même temps les autres consultants du motif de rejet de leurs candidatures.

**Article 20 : Recours des soumissionnaires**

Les griefs formulés par les soumissionnaires sur le dossier de présélection ou au cours de la procédure de présélection des candidatures font l'objet d'un recours préalable auprès du maître d'ouvrage ou, auprès du maître d'ouvrage délégué, le cas échéant.

En l'absence de réponse ou en cas de suite non favorable dans les délais prescrits par le code des marchés publics, ils sont adressés au Comité de Règlement des Différends de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

Tout recours déclaré recevable par le Comité de Règlement des Différends entraîne la suspension de la procédure de présélection des candidatures.

***PIECE N° 3 : CRITERES DE SELECTION***

## CRITERES DE SELECTION

Les dispositions ci-après complètent ou le cas échéant modifient les dispositions de la note relative à l'Avis de Manifestation d'intérêt. En cas de conflits, les dispositions ci-après prévalent.

1	<b><u>Maître d'Ouvrage :</u></b> MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
2	<b><u>Nom du Client:</u></b> PROJET D'ACCES AUX MARCHES ET D'INFRASTRUCTURES RURALES DANS LA REGION DE TAHOUA (PAMIRTA)
3	<b><u>Objet de la mission :</u></b> ETUDES TECHNIQUES, ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER D'APPEL D'OFFRES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION ET SURVEILLANCE / CONTROLE DE 80 KILOMETRES D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES DANS LE PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE GUIDAN IDDER DANS LA REGION DE TAHOUA
4	<b><u>Source de Financement</u></b> La prestation sera financée sur Prêt de l'Agence de Coopération italienne au Développement (AICS) N° F.ROT/AID 13/009/0 à la République du Niger.
5	<b><u>Consultants admis à soumissionner :</u></b> Pour être éligible au présent appel à manifestation d'intérêt en vue de la présélection des cabinets ou groupements de cabinets, les candidats doivent fournir les pièces suivantes :  1) Un Certificat d'inscription au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) ou au registre équivalent selon la loi du pays où l'entreprise a son siège social (photocopie légalisée ou Originale); 2) Un Certificat antimafia (pour les entreprises Italiennes) ou son équivalent (pour les non Italiennes) (en photocopie légalisée ou Originale).  N.B : Les autres pièces seront demandées à l'étape de Demande de Propositions.  (1) Toute pièce manquante ou non conforme entraînerait le rejet de l'offre ; (2) les pièces administratives équivalentes des autres pays seront acceptées ; (3) Les soumissionnaires ne peuvent pas engager en tant qu'experts des fonctionnaires ou autres agents de l'administration publique du Niger sauf si l'accord préalable de l'AICS a été obtenu.
6	<b><u>Cas de groupements :</u></b> Lorsque la soumission est déposée par un groupement sans personnalité juridique, elle est signée par chacun des membres qui doivent s'engager solidairement et désigner celui d'entre eux chargé de représenter le groupement vis à vis du maître d'ouvrage.
7	<b><u>Délai de validité des propositions :</u></b> Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pour un délai minimum de <b>QUATRE VINGT ET DIX (90) jours</b> à compter de la date de remise de leurs offres.
8	<b><u>Présentation des propositions :</u></b> Les soumissionnaires prépareront une grande enveloppe extérieure anonyme, fermée, portant uniquement la mention: " <b>SOLlicitation de Manifestation d'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT CHARGE DES ETUDES TECHNIQUES, ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER D'APPEL D'OFFRES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION ET SURVEILLANCE / CONTROLE DE 80 KILOMETRES D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES DANS LE PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE GUIDAN IDDER DANS LA REGION DE TAHOUA</b> » « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement » et adressée à :  <b>Monsieur le coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet PAMIRTA</b> <b>Téléphone : 20 611 067</b>
9	<b><u>Date et heure limites de remise des propositions :</u></b> Les offres, présentées conformément aux dispositions de la Note relative à la manifestation d'Intérêt devront parvenir dans une enveloppe scellée à la <b>DIRECTION DES MARCHES PUBLICS DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE</b> , à la <b>Porte 215 du 2<sup>ème</sup> étage</b> ; au plus tard le <b>22 Août 2019 à 10 heures</b> .

10	<b><u>Propositions hors délai :</u></b> Toute proposition parvenue après expiration du délai limite de remise des propositions ne sera pas retenue.
11	<b><u>Ouverture des plis :</u></b> L'ouverture des plis aura <b>le 22 Août 2019 à 10 heures</b> dans la grande salle des réunions <b>du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</b> en présence des soumissionnaires (ou leurs représentant) qui le souhaitent.
12	<b><u>Eclaircissement concernant les propositions :</u></b> Des éclaircissements peuvent être demandés au plus tard 20 jours avant la date limite de remise des soumissions.  Les demandes d'éclaircissement doivent être expédiées adressées à <b>Monsieur le Coordonnateur de l'UGP du PAMIRTA</b> <b>Unité de Gestion du PAMIRTA à Tahoua</b> <b>Téléphone : 20 611 067</b> <b>Email : <a href="mailto:bodo.marou@prodaf.net">bodo.marou@prodaf.net</a> ou <a href="mailto:urqp.tahoua@prodaf.net">urqp.tahoua@prodaf.net</a></b> et une copie doit être envoyée à l'adresse suivante : <b>DIRECTION DES MARCHES PUBLICS DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE ; à la Porte 215 du 2<sup>ème</sup> étage.</b>  L'UGP du PAMIRTA répondra aux demandes par écrit, et mettra à la disposition des autres consultants les mêmes réponses sans indiquer de quels consultants viendraient les demandes en question.  Aussi, l'UGP PAMIRTA en concertation avec la Direction des Marchés Publics du MAG/EL jugera de l'opportunité d'un report éventuel de la date de remise des offres comme conséquence de la prise en compte des éclaircissements données.
13	<b><u>Contact avec le maître d'ouvrage :</u></b> Toute tentative d'un soumissionnaire visant à influencer le maître d'ouvrage entraînera l'élimination de sa proposition.

#### **14. Evaluations chiffrées des offres**

N°	CRITERES, SOUS-CRITERES	POINTS
I	<b>EXPERIENCE DES CONSULTANTS</b>	
I-1	<p><b>Présentation générale du Consultant</b> Cette section devrait fournir des informations générales sur le Consultant permettant au Maître d'Ouvrage d'en avoir une vue d'ensemble sur son organisation, ses expériences, ses moyens logistiques dans le pays de la prestation. Aussi, elle sera notée comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Expérience professionnelle qualifiée suite à l'obtention d'une qualification académique et professionnelle du titulaire ou de la qualification pour exercer l'activité pour les entreprises. <b><u>Minimum requis 10 ans d'expérience.</u></b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Les candidats ayant moins de dix ans d'expérience seront écartés et ne seront pas admis à la procédure de sélection ;</li> <li>Les candidats ayant 10 ans d'expérience recevront zéro point ;</li> <li>La commission attribuera 0,5 point pour chaque période de 12 mois d'expérience professionnelle au-delà du minimum de dix ans requis jusqu'à un maximum de <b>8 points</b></li> </ol> </li> <li>Présence ou volonté d'ouvrir un bureau d'organisation et de gestion au Niger pour la coordination des activités à réaliser. <b>6 Points</b></li> <li>Possession d'une organisation qui prévoit la présence d'une secrétaire et d'un comptable toujours disponible et contactée par le pouvoir adjudicateur en cas de besoin. <b>4 Points</b></li> <li>Disponibilité logistique du candidat au Niger, qui comprend une voiture avec chauffeur, une autonomie logistique et une capacité à effectuer des missions sur le terrain et à assister à des réunions à Niamey et Tahoua. <b>2 Points</b></li> </ol>	<b>20 points</b>
I-2	<p><b><u>Expérience générale en tant que cabinet principal :</u></b> <b>Expérience générale des missions d'études techniques de faisabilité des routes (en terre ou bitumées, ou aménagements hydro agricoles), Contrôle et surveillance des travaux d'aménagement des pistes/routes en terre; routes bitumées; aménagements hydro agricoles; barrages; infrastructures de marchés; infrastructures hydrauliques; écoles; hôpitaux) en tant que cabinet principal.</b></p>	<b>30 points</b>

	<p>☞ Chaque expérience / marché dans l'un des domaines ci – dessus ou toute autre activité similaire ou connexe est notée 2 points jusqu'à concurrence du total des points prévu.</p> <p>☞ <i>NB : Pour considérer une expérience, elle doit être prouvée par une copie d'attestation de bonne fin d'exécution délivrée par le Maître d'ouvrage concerné ainsi que la copie du contrat en sa page de garde et page de signature.</i></p>	
<b>I-3</b>	<p><b>A) Expérience spécifique en missions d'études de faisabilité des travaux similaires en nature et consistance (Pistes rurales et Routes en terre) en tant que cabinet principal.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque expérience/marché dans le domaine d'études de faisabilité des travaux similaires en nature et consistance (Pistes rurales et Routes en terre) en tant que cabinet principal est notée 2,5 points jusqu'à concurrence du total des points prévus qui est <b>25 points</b>.</li> </ul> <p><b>B) Expérience spécifique en missions de contrôle / surveillance des travaux similaires en nature et consistance (Pistes rurales et Routes en terre) en tant que cabinet principal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque expérience/marché dans le domaine de contrôle / surveillance des travaux similaires en nature et consistance (Pistes rurales et Routes en terre) en tant que cabinet principal est notée 2,5 points jusqu'à concurrence du total des points prévus qui est <b>25 points</b></li> </ul> <p>☞ <i>NB : Pour considérer une expérience, elle doit être prouvée par une copie d'attestation de bonne fin d'exécution délivrée par le Maître d'ouvrage concerné ainsi que la copie du contrat en sa page de garde et page de signature.</i></p>	<b>50 points</b>
<b>Points totaux</b>		<b>100 points</b>

**Pour être retenu sur la liste de présélection, un candidat doit avoir recueilli un score minimum de 70 points sur 100**

**Le nombre de candidats à inscrire sur la liste restreinte sera limité à six (6).**

***PIECE N° 4 : RENSEIGNEMENTS SUR LES QUALIFICATIONS ET LES  
CAPACITES DES CONSULTANTS***

<b>MODELE FICHE DES REFERENCES TECHNIQUES DU CABINET ET/OU CONSULTANT</b>
---

Nom de la Mission :		Pays :
Lieu :		Personnel spécialisé fourni :
Nom du Client :		Nombre de personnes :
Bailleur de fonds :		Nombre d'hommes-mois :
Date de démarrage :	Date d'achèvement :	Valeur approximative des services (en CFA) :
Nom du/des partenaire(s) éventuel(s) :		Nombre d'hommes-mois fournis par le/les partenaire(s) :
Nom et fonctions des principaux responsables (Chef/Coordinateur de Projet, Chef d'équipe) :		
Descriptif du Projet :		
Descriptif des services fournis par votre personnel :		

Nom de société : \_\_\_\_\_

*[Joindre attestation de bonne fin d'exécution]*



**ANNEXE**

TERMES DE REFERENCE DE LA MISSION



**REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTERRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE**

**PROGRAMME D'ACCES AUX MARCHES ET AUX INFRASTRUCTURES RURALES  
DANS LA REGION DE TAHOUA  
"PAMIRTA"  
UNITE DE GESTION DU PROJET  
UGP-TAHOUA**

**COMPOSANTE "ACCES AUX MARCHES"**

**TREMES DE REFRENCES**

***OBJET:***  
***FOURNITURE DE SERVICES POUR LES ETUDES TECHNIQUES, ETUDE D'IMPACT  
ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER D'APPEL D'OFFRES  
DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION ET SURVEILLANCE /  
CONTROLE DE 80 KILOMETRES D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES DANS LE  
PÔLE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (PDE) GUIDAN IDDER  
(REGION DE TAHOUA)***

**MAITRE D'OUVRAGE**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE**

**CLIENT/ MAÎTRE D'OUVRAGE DELEGUE :**

**PROJET D'ACCES AUX MARCHES ET AUX INFRASTRUCTURES DANS LA RGION DE  
TAHOUA  
(PAMIRTA)**

**-----  
UNITE DE GESTION DU PROGRAMME  
(UGP)**

**FINANCEMENT : PAMIRTA**

**J U I L L E T    2 0 1 9**

## **I. GENERALITES**

### **1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Le Gouvernement de la République du Niger a sollicité et obtenu de la république Italienne à travers l'Agence Italienne de la coopération au développement (AICS) le financement du Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la Région de Tahoua (PAMIRTA). La signature de l'Accord bilatéral et la Convention financière entre la république Italienne et la république du Niger a eu lieu le 27 novembre 2014. Le Niger a l'intention d'utiliser une partie du montant de cet accord pour effectuer le paiement au titre du contrat faisant objet du présent avis à manifestation d'intérêt.

Le PAMIRTA sera mis en œuvre sur une période de cinq (5) ans de 2016 à 2020 dans la région de Tahoua au niveau de 5 pôles de développement économique ruraux équipés en infrastructures dont i) **4** marchés de demi-gros de produits agricoles, ii) **8** centres de collecte satellites de produits agricoles ; iii) sur la densification du réseau de pistes rurales par la construction et/ou la réhabilitation d'environ **230 km** de pistes rurales.

Les activités seront réalisées en cohérence avec la stratégie d'intervention et l'approche du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF, financé par le FIDA et d'autres partenaires) autour de la concrétisation et le renforcement de Pôles ruraux de Développement Economique (PDE). Celle-ci nécessite, à travers un réseau de pistes rurales, des interconnexions à assurer entre :

- ☞ Bassins de production à l'intérieur des différentes zones ou aires de production agricoles;
- ☞ Pôles de développement autour de marchés drainant une constellation de centre/marchés de collecte.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet PAMIRTA qui vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales, **l'Unité de Gestion du PAMIRTA (UGP) de Tahoua** a prévu au titre de son Plan Opérationnel Annuel (POA) **2019**, le démarrage du processus d'aménagement de **80 km** d'infrastructures routières réparties en plusieurs tronçons identifiés faisant parties des axes prioritaires du schéma directeur de désenclavement des bassins de production et pôles de développement de cette région.

Les présents Termes de Référence (TDR) ont pour objet la réalisation d'études techniques d'exécution, étude d'impact environnemental /social, l'élaboration d'un Dossier d'Appel d'Offres (D.A.O) des travaux de réhabilitation/construction neuve de 80 km d'infrastructures routières ainsi que la surveillance et contrôle de 40 kms dans le Pôle de Développement économique de **GUIDAN IDER** dans la région de Tahoua. Ces prestations sont regroupées en deux phases. Il s'agit d'abord dans une première phase de la conduite des études techniques et l'élaboration de DAO. En deuxième phase, sur la base de la satisfaction du PAMIRTA, de la prestation du surveillance et contrôle des travaux. La mission, objet des présents termes de référence, est scindée en deux phases :

- une première phase de cinq (05) mois pour la réalisation des études d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD), avec la préparation du Dossier d'Appel d'Offres (DAO). Cette première phase concernera l'ensemble du linéaire indiqué d'environ 80kms et donnera lieu à deux (2) Dossier d'Appel d'Offres ;
- une deuxième phase de douze (12) mois pour la surveillance et contrôle des travaux par allotissement des tronçons. Cette phase concernera seulement un linéaire compatible avec les ressources financières disponibles pour la réalisation des travaux, et qui sera fixé à la fin des études. A ce stade, cette longueur est retenue de façon approximative à 40kms

Ces deux phases seront séparées d'une période plus ou moins longue (entre 6 et 12 mois) dédiée à : (i) l'approbation du DAO et la validation de l'étude EIES au niveau national, (ii) obtention de l'avis favorable de l'AICS pour la publication du DAO ; (iii) l'appel à la concurrence et sélection des entreprises ; (iv) réception et évaluation des offres ; (v) recherche d'avis de conformité sur les adjudications provisoires des marchés des travaux ; (vi) la recherche de l'avis favorable de l'AICS sur les résultats d'adjudication ; (vii) signature et enregistrement des marchés.

Ainsi, le délai du contrat qui sera issu de la sélection du consultant pourra s'étendre jusqu'à deux ans et demi (2,5 ans).

Le financement de cette prestation sera assuré par le PAMIRTA et l'Etat du Niger.

## **2. OBJECTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ROUTIER**

### **2.1 Objectif global du projet d'aménagement**

L'objectif global du projet est de contribuer efficacement au désenclavement des zones concernées par le projet par une amélioration du réseau de desserte et ainsi permettre l'accès aux marchés des exploitations familiales agricoles.

### **2.2 Objectifs spécifiques du projet d'aménagement**

De manière spécifique, le projet d'aménagement vise à permettre :

- le désenclavement des zones au cœur des bassins à hautes potentialités agricoles;
- l'accès aux marchés et aux intrants pour les producteurs de bassins agropastoraux
- l'accroissement des échanges commerciaux et de la compétitivité des produits ;
- la réduction du coût de transport ;
- l'amélioration du confort et de la sécurité des usagers ;
- l'accessibilité des populations aux services sociaux de base ;
- le renforcement du réseau routier en général,
- la réorganisation et le support des points de commercialisation autour des Pôles de Développement Economiques (PDE) ruraux.

## PHASE 1 : ETUDES TECHNIQUES, ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL/SOCIAL ET ELABORATION D'UN DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

### Objectifs spécifiques de l'étude

Il s'agira pour l'étude de manière spécifique de déterminer la faisabilité technique par:

- la réalisation d'un Avant-projet Sommaire (APS),
- la réalisation d'un Avant -Projet Détaillé (APD),
- la conduite d'une étude d'impact environnemental et social (EIES),
- l'élaboration d'un Dossier d'appel d'offres (DAO) des travaux de réalisation.

### **I. PRESENTATION DU PROJET D'AMENAGEMENT:**

Le projet d'aménagement objet des études concerne des tronçons identifiés dans le PDE de GUIDAN IDER dans la Région de Tahoua. L'ensemble des tronçons totalise un linéaire de **80 km** répartis comme suit:

N°	TRONÇON D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES	Km	TYPE D'AMÉNAGEMENT	PDE
1	Guidan Ider-Tajaé - Lawey Gogé - Embranchement Piste Malbaza-Dabnou	17,5	Construction neuve	GUIDAN IDER
2	Guidan Ider-Faska	10,5	Construction neuve	
3	Guidan Ider - Guidan Kara - Folakam	39	Réhabilitation	
4	Guidan Ider- Embranchement piste Malbaza-Dabnou	13	Construction neuve	
<b>TOTAL LINEAIRE</b>		<b>80</b>		

### **II. PROFIL ET MANDAT DU CONSULTANT :**

Cette mission d'expertise est sollicitée par **le projet d'accès aux marchés et d'infrastructures dans la région de Tahoua (PAMIRTA)**.

Le consultant doit avoir un statut de Bureau d'études agréé dans les études et contrôle des infrastructures (Génie Civil et rural), en règle vis à vis de l'Administration et ne pas être sous le coup d'interdiction, de suspension, d'exclusion de la commande publique ou de liquidation judiciaire. Le Consultant doit avoir aussi une expérience minimum de cinq (5) années en tant que Bureau d'Etudes et justifier d'une expérience en matière d'études de projets routiers (avoir exécuté au moins cinq missions similaires), disposer du matériel et des ressources humaines nécessaires à la mission.

Le consultant reste complètement libre du personnel et moyens qu'il utilisera dans la mesure où ses prestations répondent aux termes de référence en conformité avec la réglementation en vigueur au Niger, et aux standards internationaux de qualité des services à rendre.

Le chef de Mission devra être présent durant toute la durée de l'étude au Niger et être l'interlocuteur unique et permanent de **l'Unité de Gestion du PAMIRTA (UGP)**.

### III. ORGANISATION DU PROGRAMME DES PRESTATIONS

#### 3.1. Généralités

La mission à réaliser sera conjointe et pluridisciplinaire. En effet, il sera mobilisé dans le même temps trois (3) équipes pour que chacune soit affectée à l'un des trois volets majeurs des prestations. Toutes les équipes seront placées sous la Coordination d'un Ingénieur chef de Mission qui coordonnera les études techniques, environnementales/sociales et l'élaboration du DAO.

Le consultant prendra contact avec les Administrations concernées, ainsi qu'avec l'UGP du projet en vue de la collecte de données et d'informations. Il effectuera une visite sur l'ensemble des itinéraires concernés afin de se rendre compte de l'ampleur du projet et de procéder à un relevé de toutes les informations permettant de définir les options d'aménagement et de préparer les mesures techniques de l'étude.

Il est de la responsabilité du consultant de réunir ou de confectionner les documents de base nécessaires à la réalisation des études. Toutefois, le client mettra à la disposition du consultant tous les documents disponibles à son niveau et relatifs au programme de routes rurales à étudier.

A cet effet, le consultant procédera à la collecte des informations et à la reconnaissance des itinéraires retenus afin de relever les détails singuliers (villages, concessions, carrefours, ouvrages hydrauliques, affleurements granitiques ou rocheux, vergers ou plantations, sites ou espaces protégés,) etc.

Les trois volets de l'étude sont identifiés comme suit :

☞ **Volet 1** : Etudes topographiques, hydrauliques et conception routière ;

☞ **Volet 2** : Etudes géotechniques sur les carrières et les emprises des axes routiers en vue de l'élaboration d'un Dossier Géotechnique ;

☞ **Volet 3** : Etudes d'impact environnemental / social et d'évaluation du rapport en vue de l'obtention d'un quitus environnemental sous l'égide du Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impacts (BEEI).

☞ *Après la signature du marché, une réunion de lancement des études sera organisée par l'UGP PAMIRTA.. Participeront à cette réunion, le maître d'ouvrage (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage), le Ministère de l'Equipement à travers la Direction Générale des Routes Rurales et éventuellement le représentant du Bailleur ainsi que l'équipe du consultant avec en tête le chef de mission et les expert clés. Lors de cette réunion seront examinées les questions relatives au démarrage effectif de la mission d'étude, le partage de la méthodologie du consultant, son personnel à mobiliser, le délai des prestations, etc...*

En effet, le consultant présentera un chronogramme de ses prestations, assorti d'un diagramme à barres des tâches à exécuter, et d'un diagramme à barres d'intervention du personnel mobilisé pour ces tâches.

Il proposera une méthodologie d'intervention et définira les moyens à mettre en œuvre : en locaux, en matériels (techniques, logistiques), en personnel et en financement pour toute la durée des études.

#### 3.2. Organisation des activités par Volet

##### **SUR LE VOLET N°1 :**

- **Faire la reconnaissance des sites et convenir des tracés des axes (propositions de variantes par tronçon).** A la suite de cette première reconnaissance, on s'accordera sur les choix techniques et procéder à l'étude technique d'Avant-Projet Sommaire des tronçons comportant : i) l'implantation d'une polygonale de base avec balisage du tracé. Cette polygonale sera rattachée à la triangulation générale de la région ; ii) le levé de profil en long des points caractéristiques du tracé ; iii) le levé des profils en travers caractéristiques, etc...
- **Identifier les points de ruissellements transversaux et longitudinaux aux tracés et proposer**

**les positions, les types des ouvrages hydrauliques et leurs dimensions.** Il sera effectué des études hydrologiques sur les sites des ouvrages en prenant soin de recueillir toutes les données techniques disponibles y compris les bassins versants, les hauteurs de précipitation, les niveaux d'inondation et en effectuant des reconnaissances de terrain aux époques les plus appropriées de l'année.

☞ *A l'issue de ces études, le consultant indiquera soit la conservation ou la démolition des ouvrages existants, soit la création de nouveaux ouvrages partout où cela sera nécessaire. Il procédera à la détermination des crues pour une période de récurrence (5, 10, et 20 ans). Les notes de calcul seront jointes au rapport d'études.*

- **Matérialiser sur le terrain les repères relatifs à l'implantation des axes des tronçons sur base des tracés choisis :** les axes des routes à étudier seront matérialisés par des piquets. Ces piquets seront mis en place tous les 25 m, aux points de raccordement, aux sommets, aux origines et fins de courbes le long du tracé choisi, ainsi qu'à chaque changement de pente du terrain naturel et au droit des ouvrages d'assainissement. Un profil en travers sera établi et levé au niveau de tous les points décrits ci haut. Aussi il sera procédé à un levé de détail au niveau des koris traversant les tracés de la route afin de déterminer les caractéristiques (section mouillée, pente d'écoulement, etc.)
- **Faire les levés topographiques des routes permettant de vérifier ou d'établir les vues en plan, les profils en long et profils en travers avec positionnements des ouvrages retenus :** Des bornes en béton 300 seront mises en place parallèlement de part et d'autre de l'axe du piquetage sur une distance maximale de 500 m. Ces bornes seront placées hors de l'emprise des routes de manière à éviter leur déplacement par les mouvements des engins de terrassement. Les distances entre les bornes seront déterminées de façon à permettre des visées tachéométriques directes entre deux bornes ; seront également bornés tous les sommets de tangentes de courbes.
- **Etablir les plans des différents profils (profils en long et profil en travers) et proposer la ligne projet (ligne rouge) :** (i) **Profils en Long :** Le profil en long sera obtenu en nivelant tous les points matérialisés par les piquets (ii) **Profils en Travers :** Les profils en travers seront levés à chaque point du piquetage sur une longueur transversale suffisante (à l'axe, à 2,5m à gauche de l'axe, à 2,5m à droite, à 5m à gauche de l'axe, à 5m à droite de l'axe, à 7m à gauche de l'axe, à 7m à droite de l'axe). Tous les points des profils en travers seront nivelés pour permettre un calcul précis des travaux de terrassement, remblais et pour obtenir une représentation correcte des abords de la route pour l'évacuation des eaux de ruissellement ou d'inondation ; (iii) **Les Points Singuliers des tracés :** Les particularités du tracé telles que les zones marécageuses, implantation des ouvrages d'assainissement etc., seront positionnés sur les dessins.
- **Estimer les quantités de terrassement** (déblais à mettre en dépôt, déblais à mettre en remblais, les remblais en matériaux d'apport, l'exécution des fossés latéraux et divergents), **le volume de matériau latéritique pour couche de chaussée, la plus – value de transport de matériau de chaussée** (au-delà de 5 km sur pistes d'accès, hors transport sur emprise de la piste).
- **Ressources en eau:** Le consultant devra formuler des propositions quant à l'utilisation d'eau dans le cadre des solutions économiques pour les travaux routiers. il est même recommandé ici d'étudier la possibilité de réaliser des forages dans des zones maraichères et voir la possibilité de les rétrocéder à la population après les travaux. Ceci se fera en lien avec l'EIES.
- **Marquer d'une croix rouge tous les arbres situés sur les emprises des tronçons des pistes ;**
- **Traiter de toutes autres questions de détails en lien avec la conception et la réalisation des infrastructures.**
- **Elaborer des rapports techniques tenant lieu d'Avant-projet Sommaire (APS) et d'Avant-projet Détaillé (APD) en regroupant les résultats des travaux conduits.**

## LES CARACTERISTIQUES GEOMETRIQUES DES ROUTES RURALES INSCRITES AU PROGRAMME SONT :

La route sera conçue pour une vitesse de référence de 40 km à l'heure. Elle épousera au maximum la nature du terrain naturel autant que faire se peut. La couche de base aura une couche (épaisseur) latéritique indicative de **20 cm** pour les travaux neufs et un rechargement sur une épaisseur concernant les routes à réhabiliter en fonction de l'importance de la couche résiduelle. Pour les zones accidentées, on s'emploiera à ramener la pente du profil en long à un maximum de 6%.

### LES PARAMETRES FONDAMENTAUX:

#### ☞ Tracé en plan

- Rayon mini normal : 600 m
- Rayon mini absolu : 400 m

#### ☞ Profil en long :

- Rayon mini concave : 3 000 m
- Rayon mini convexe : 2 000 m
- déclivité maximale : 6%

#### ☞ Profil en travers type :

- largeur de l'emprise : 10,00 m
- Largeur de la plate-forme : 7,00 m (mais variable en fonction des caractéristiques topographiques des profils : elle pourrait descendre jusqu'à 6,60 mètres surtout dans les zones de grande déclivité)
- Largeur de chaussée : 6,00 m.
- Pente du profil en travers de part et d'autre de l'axe : 3 %
- Dévers maxi: 5%

Les caractéristiques ci-dessus sont à titre indicatif et peuvent être modifiées selon la variante à retenir en donnant la référence de la conception.

Cependant les propositions devront être conformes aux stipulations des normes en vigueur au Niger.

Les ouvrages hydrauliques de franchissement seront du type **murette, radier (bétonné ou sec) ou seuil radier** en fonction de l'importance de l'écoulement à franchir.

### **SUR LE VOLET N°2 : Etude Géotechnique**

Le consultant exécute sous son entière responsabilité les études géotechniques. Le consultant veillera à proposer dans ses recommandations de choix de matériaux, des solutions économiques pour les travaux, l'extraction et le transport de ceux-ci.

Il définira dans sa soumission le programme complet des essais à entreprendre. Le programme d'essais sera agréé par le maître d'ouvrage avant exécution de l'étude, et devra comprendre des essais d'identification, tous les 500 m du tracé et des essais complets des emprunts destinés à la construction des routes rurales du programme.

Le rapport géotechnique qui sera fourni à l'issue de ces essais sera accompagné de l'itinéraire géotechnique des routes.

La liste ci-après qui n'est pas exhaustive, indique les principaux essais de sols et de matériaux qui doivent être entrepris :

- étude granulométrique ;
- limites d'ATTERBERG et équivalent de sable ;
- essais CBR ;
- essais PROCTOR modifié (OPM)



### ETUDE DES CARRIERES ET EMPRUNTS :

- ✓ Confirmer les carrières déjà identifiées en vérifiant la disponibilité en matériaux exploitables ainsi que leur qualité (caractéristiques géotechniques minimales exigées pour les matériaux à utiliser en couche de chaussée de pistes rurales : granulométrie, limites d'Atterberg, CBR) ;
- ✓ Rechercher des carrières, dans des rayons raisonnables, ayant des disponibilités en matériaux exploitables suffisantes avec la qualité requise (caractéristiques géotechniques minimales exigées pour les matériaux à utiliser en couche de chaussée de pistes rurales : granulométrie, limites d'Atterberg, CBR) ;
- ✓ Déterminer sur le terrain et cartographier, sur les carrières retenues, les zones à exploiter avec leur puissance et épaisseur de découverte ;
- ✓ Elaborer le plan d'aménagement des carrières à exploiter en concertation avec les bénéficiaires ;
- ✓ Définir toutes prescriptions utiles en vue de la valorisation des carrières identifiées.

### ETUDES SUR EMPRISES DES PISTES :

- ✓ Caractériser le terrain naturel en place sur les 50 premiers centimètres et apprécier leur portance ;
- ✓ Se prononcer sur l'aptitude des terrains en place de supporter l'ouvrage piste, et définir, le cas échéant, l'épaisseur à purger et la côte à laquelle sera posée la couche de fondation ;
- ✓ Définir les caractéristiques du matériau d'apport pour fondation, son épaisseur...

Les travaux ci – dessus seront conduits par section homogène de sol de fondation, par des sondages à faire à environ tous les 500 mètres.

**L'utilisation et/ou l'interprétation des renseignements fournis sont de la responsabilité du consultant.**

### **SUR LE VOLET N°3 : Etude d'Impact Environnemental et social**

Le consultant effectuera les activités suivantes dans le cadre de l'EIES. Il s'agira en effet de:

- a) Caractériser les zones du projet sur les plans agro-écologique et socio-économique;
- b) Identifier et définir les différents impacts sociaux et environnementaux susceptibles d'être relevés durant les différentes phases du projet et anticiper sur les mesures appropriées;
- c) Recenser les propriétaires terriens des champs traversés et apprécier leur adhésion/contribution au projet (engagement volontaire des communes et des communautés à travers la donation des terres sur les emprises des pistes et carrières);
- d) Elaborer un Plan de Gestion Environnemental et Social à travers lequel les mesures de mitigation et de bonification seront proposées dans un rapport séparé d'études d'impacts environnemental et social (REIES) qui fera l'objet d'évaluation et de validation.

 **UN ZOOM SPECIFIQUE A L'EIES EST DONNEE EN ANNEXE DES PRESENTS  
TERME DE REFERENCE :**

☞ *Il faut également retenir l'élaboration et la validation du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) qui est une activité qui valorisera les résultats des différents volets ci – dessus identifiés en s'inspirant des pièces et annexes du DAO type PAMIRTA pour les travaux qui a reçu la validation de l'Agence Italienne de Coopération au Développement, qui sera fourni au consultant.*

Aussi, le consultant fournira à l'UGP un devis estimatif confidentiel consistant en une estimation globale des coûts de construction en hors taxes y compris aléas et imprévus, variation des prix, etc. Cette estimation sera établie sur la base des avant-métrés et d'un bordereau des prix acceptés par l'Administration.

Il comprendra également l'organisation d'une entreprise modèle (matériel, personnel d'encadrement, planning d'exécution). Le délai d'exécution des travaux sera estimé sur la base de ce modèle.

Les estimations seront effectuées en Francs CFA.

#### **IV. DEROULEMENT DES PRESTATIONS DU CONSULTANT**

Les prestations de service du consultant se dérouleront selon les phases ci – après :

**Travaux préparatoires** : Le personnel du consultant, sous la supervision du chef de Mission, débutera ses activités par la consultation des acteurs impliqués par les travaux (services techniques départementaux et régionaux notamment).

Cette rencontre permettra de : (i) recueillir toutes données ou informations sur la réglementation, disposer du canevas de rédaction et recadrer les activités au besoin en ce qui concerne l'EIES ; (ii) discuter des carrières probables connues qui peuvent intéresser les travaux et envisager la recherche d'autres ; (iii) convenir des premières missions de reconnaissance terrain et des procédés pour définir les axes ainsi que la procédure pour faire remonter et traiter les données régulièrement en lien avec les différents homologues.

Il sera procédé à un relevé de toutes les informations permettant de définir les options d'aménagement et de préparer les mesures techniques de l'étude. A cet effet, le personnel du consultant procédera à la collecte des informations et à la reconnaissance des itinéraires retenus afin de relever les détails singuliers (villages, concessions, carrefours, ouvrages hydrauliques, affleurements granitiques ou rocheux, vergers ou plantations, sites ou espaces protégés).

Cette première étape sera sanctionnée par un rapport d'Avant – Projet Sommaire (APS) simplifié qui permet d'évaluer le contexte, proposer certaines variantes ou alternatives en vue de faire les choix techniques et recadrer la méthodologie ou la procédure éventuellement.

##### **Travaux de terrain :**

**Volet 1** : Choix concerté, avec les populations bénéficiaires, des points de passage des axes suite aux travaux de reconnaissance ; travaux topographiques (sanctionné par un PV).

**Volet 2** : une première phase des travaux géotechniques pourra se conduire indépendamment des autres activités, pour faire l'investigation et la recherche des carrières, les sondages et les prélèvements des échantillons. Le deuxième sous – volet s'effectuera en intelligence avec l'équipe des travaux topographiques, procédera aux essais in – situ sur portance du sol et la détermination des caractéristiques, le prélèvement des échantillons des terrains de fondations.

**Volet 3** : la mission terrain permettra à l'équipe affectée à ce volet de recueillir les avis des acteurs locaux, faire des visites de terrain pour recenser les impacts du programme et proposer les mesures idoines. En particulier, il sera établi la liste des personnes impactées et des biens en cause ainsi que leurs

valeurs. Il sera fait recours à des enquêteurs, qui seront affectés par zone ou tronçon de piste, pour la collecte de données terrain (socio – foncières notamment).

Cette équipe aura des séances de travail avec les autres (équipes et la collectivité) pour discuter des variantes de projets pour argumenter les choix des options retenues.

#### **Travaux de bureau :**

**Volet 1 :** Il sera procédé aux différents travaux de calculs de coordonnées, d'altitudes et de vérification de la précision des mesures. Ils consistent également à l'établissement des tracés en plan, des profils en long et en travers ainsi que de la définition des lignes de projet et de vérification des points d'implantation des ouvrages de franchissement, des fossés et des points de décharge.

C'est également la phase d'élaboration des cubatures et des quantités pour les devis estimatifs. Ces activités seront réalisées par une équipe restreinte composée du chef de mission, le chef de la brigade de topographie, un dessinateur et un agent mètreur.

Ces travaux seront couronnés par la rédaction des rapports techniques de mission.

**Volet 2 :** il s'agit de la réalisation des différents essais au laboratoire, le traitement des données et la rédaction de rapport relativement aux travaux effectués sur le terrain par l'équipe géotechnique.

**Volet 3 :** la rédaction du rapport d'Etude d'Impact Environnemental et social (REIES) conformément à la réglementation Nigérienne en la matière.

☞ **Les travaux seront supervisés sur le terrain et au bureau par une équipe conjointe Direction régionale Génie Rural et Direction Régionale de l'Équipement et la portion centrale dans la mesure du possible ainsi que les agents de l'équipe de l'unité de gestion du projet. Les rapports établis seront observés et amendés avant leur validation.**

## **V. RESULTATS ATTENDUS/DOCUMENTS A PRODUIRE**

Il sera produit trois rapports dont deux pour la partie technique de l'étude (qui fusionne les volets N°1 et N°2) et un en ce qui concerne la partie d'étude d'impact environnemental et social avec les produits suivants :

### **Rapport N°1 : Le Rapport d'Avant-projet Sommaire (APS) comportant :**

- ☞ La synthèse des activités préliminaires et les concertations avec les acteurs;
- ☞ Un état des lieux sur : (i) les carrières et emprunts probables de matériaux, (ii) les sources d'approvisionnement en eau,, (iii) les itinéraires avec les villages, concessions, carrefours, ouvrages hydrauliques, affleurements granitiques ou rocheux, vergers ou plantations, sites ou espaces protégés ;
- ☞ Une présentation des variantes techniques ou alternatives et choix argumenté des options retenues;
- ☞ Des plans au 1/10000, les profil en long 1/10000 et 1/1000, les plans types et liste des ouvrages, cubatures et avant-métré sommaire ;
- ☞ Les devis estimatifs sommaires.

☞ *Une visite guidée des différentes variantes proposées dans l'APS avec l'Unité de gestion du projet et l'Administration compétente. Pendant cette visite, toute l'équipe du consultant et les représentants de l'UGP, Maître d'œuvre et de l'Administration vont parcourir les tronçons pour apprécier l'étendue de la prestation réalisée : vérifier les variantes proposées, les ouvrages, les carrières et les points critiques.*

## **Rapport N°2 : le Rapport d'Avant-projet Détaillé (APD) comportant :**

- ☞ Une Note d'information générale sur le projet d'aménagement de pistes rurales incluant les informations essentielles sur la zone du projet avec cartographie des différents tronçons objet d'aménagement, le financement, les objectifs globaux et spécifiques, etc....
- ☞ Le Dossier Topographique comportant: i) Les schémas d'itinéraires et les descriptions des axes de pistes ; ii) Les vues en plans des pistes et cotations exactes en x/y/z (altimétrie) des bornes d'implantation de la piste ; iii) Les profils en long des pistes avec tracés des lignes projets ;
- ☞ Le Dossier Hydrologique et Hydraulique comportant les points d'implantation des ouvrages hydrauliques et leurs dimensions, l'étude économique d'utilisation de ressources en eau pour les chantiers des travaux....
- ☞ Le Dossier d'avant-métré comportant les notes de calcul des volumes et quantités: cubatures (déblais à mettre en dépôt, déblais à mettre en remblais, les remblais en matériaux d'apport,...) ; quantités de latérite pour chaussée (latéritique pour couche de chaussée, la plus – valeur de transport de matériau de chaussée (au-delà de 5 kms sur pistes d'accès, hors transport sur emprise de la piste) ; les quantités de travaux pour les ouvrages hydrauliques et ceux du volet Mitigation Environnementale et sociale.
- ☞ Le Dossier Géotechnique comportant; i) le répertoire et la localisation des carrières à utiliser pour chaque tronçon de piste ainsi que leurs potentiels ; ii) les plans de masse des différentes carrières avec les points de sondage, les épaisseurs exploitables et les épaisseurs de découverture ; iii) les caractéristiques des matériaux des différentes carrières avec en annexe toutes les fiches des essais réalisés ; iv) les plans de réaménagement des carrières après travaux ; v) les contraintes admissibles des sols de fondations et formulation de recommandations quant à la couche de fondation.
- ☞ **Dossier confidentiel** : Le consultant fournira à l'UGP PAMIRTA Tahoua un devis estimatif confidentiel consistant en une estimation globale des coûts de construction en hors taxes y compris aléas et imprévus, variation des prix, etc. Cette estimation sera établie sur la base des avant-métrés et d'un bordereau des prix acceptés par l'Administration. Il comprendra également l'organisation d'une entreprise modèle (matériel, personnel d'encadrement, planning d'exécution). Le délai d'exécution des travaux sera estimé sur la base de ce modèle.

*Une visite guidée (de restitution) est prévue à la phase de réception de l'APD provisoire avec l'Unité de gestion du projet et l'Administration compétente. Pendant cette visite, toute l'équipe du consultant et les représentants de l'UGP, Maître d'œuvre et de l'Administration vont parcourir les tronçons pour apprécier l'étendue de la prestation réalisée : vérifier les variantes, les ouvrages, les carrières, et les carrières et les points d'eux retenus pour l'exécution des travaux.*

### **Rapport N°3 : Le Rapport d'Etude d'Impact Environnemental et Social (REIES) :**

- ☞ Un résumé appréciatif ou résumé non technique des renseignements fournis par l'étude et comprenant les principaux résultats et recommandations de l'EIE;
- ☞ Une introduction qui présente les grandes lignes du rapport de l'EIE;
- ☞ Une description complète du projet : justification du projet, objectifs et résultats attendus, détermination des limites géographiques de la zone du projet, méthodes, installations, produits et autres moyens utilisés;
- ☞ Une analyse de l'état initial du site et de son environnement : Collecte de données de base sur l'eau, le sol, la flore, la faune, l'air, les conditions physico-chimiques, biologiques, socio-économiques et culturelles;
- ☞ Une esquisse du cadre juridique de l'étude (rappel succinct de la législation en la matière);
- ☞ Une évaluation des changements probables (positifs ou négatifs : directs, indirects ou cumulatifs à court, moyen et à long terme) que le projet est susceptible de générer au cours et à la fin des opérations sur les différents éléments cités à l'alinéa 4 ci-dessus;
- ☞ Une description des alternatives possibles au projet concernant le ou les site(s), la technologie à utiliser, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs coûts;
- ☞ Une identification et une description des mesures préventives, de contrôle, de suppression, d'atténuation et de compensation des impacts négatifs;
- ☞ Un cadre de plan de surveillance et de suivi de l'environnement (PSE) prenant en compte les insuffisances en matière de connaissances et les incertitudes rencontrées pour la mise en œuvre du projet. A la phase de pré-construction, le promoteur soumettra au BEEI, un plan détaillé de PSE qui présentera l'évaluation du coût de toutes les mesures préconisées;
- ☞ Une conclusion générale qui s'articule autour des principales mesures à prendre pour limiter et/ou supprimer les impacts négatifs les plus significatifs et indiquant les insuffisances susceptibles de réduire la validité des résultats obtenus;
- ☞ Les annexes qui sont composées des documents complémentaires (rapports sectoriels) élaborés dans le cadre de l'EIE, principales bases légales, références bibliographiques, termes de référence de l'EIE et/ou des études complémentaires ou futures, cartes, dessins, résultats de laboratoire, rapports photographiques et articles jugés importants pour la compréhension du travail.

***L'ensemble des travaux antérieurs est utilisé pour élaborer un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) des travaux qui comporte les pièces suivantes :***

- **Pièce n°1** : avis d'appel d'offres international (AAOI) ;
- **Pièce n°2** : instructions aux soumissionnaires (IS) ;
- **Pièce n°3** : données particulières de l'appel d'offres (DPAO) ;
- **Pièce n°4** : cahier des clauses administratives générales (CCAG) ;
- **Pièce n°5** : cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- **Pièce n°6** : cahier des clauses techniques générales (CCTG) ;
- **Pièce n°7** : cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- **Annexes** (modèle de soumission, cadre de bordereau des prix unitaires et détail quantitatif et estimatif, modèle de renseignements, modèles de garanties, modèle de marché et cahier des plans).

Ce DAO sera monté par adaptation du DAO type travaux du PAMIRTA validé par l'Agence Italienne de Coopération au Développement (AICS), qui a été conçu en s'appuyant sur le DAO type Travaux de l'ARMP (Agence de Régulation des Marchés Publics) du Niger.

***Deux DAO distincts seront proposés. Un concernera les travaux qui peuvent être supportés par l'enveloppe disponible suite au financement de la première tranche de 120 kms. Le deuxième DAO sera relatif au reste des travaux pour être financé par un autre bailleur de fonds qui concoure au ProDAF. Un allotissement des travaux sera proposé par le consultant pour chacun des deux DAO.***

## **VI. DUREE DES PRESTATIONS :**

La durée de la première phase est d'environ **Cinq (5) mois**.

Les jours de mobilisation de l'équipe technique sont définis comme suit à titre indicatif :

- **Activités de reconnaissance** : il est prévu deux (2) semaines de phase de rencontres et travaux de reconnaissance, surtout sur les sections de travaux neufs. Les autorités locales, notamment les mairies ainsi que les acteurs au niveau des cadres de concertation mis en place au niveau des PDE dénommés "HADIN GWIWA" seront mis à contribution ;
- **Travaux de terrain** Quarante-cinq (45) jours.
- **Traitement de données – calculs et production des rapports provisoires** : Un (1) Mois.
- **Ateliers** de validation des rapports techniques et d'étude d'impact environnemental et social (1 mois);
- **Intégration des différentes catégories d'observations et production d'un rapport définitif** : Un (1) mois.

## **VII. COMPOSITION ET ORGANISATION DE L'EQUIPE DU CONSULTANT**

Le personnel clé sera composée des experts suivants :

### **a) Pour le volet N°1: Travaux topographiques, Conception générale et élaboration du DAO:**

- ✓ **Un Ingénieur Chef de Mission** : Ingénieur des Travaux Publics ou du Génie Rural, possédant une expérience d'au moins dix (10) ans dont au moins cinq (5) ans , acquise dans la direction des missions d'études routières similaires aux présentes, ayant une bonne connaissance de la langue Française, (parlée et écrite). Il doit avoir à son actif la direction d'au moins cinq (5) missions similaires. Il aura les connaissances techniques lui permettant d'intervenir aussi bien dans le domaine des ouvrages d'art que dans celui des techniques routières, de la géotechnique et de laboratoire de chantier. Il assurera la coordination des opérations sur le terrain, au bureau ainsi que la mise en place de l'équipe. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilier à Tahoua pendant toute la durée de la mission et répondra à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA à cet effet.
- ✓ **Un Ingénieur Assistant au Chef de Mission** : Ingénieur de Génie Civil ou du Génie Rural, possédant une expérience d'au moins cinq (5) ans dans le domaine des études routières en particulier la conception / dimensionnement des ouvrages d'art. Il aura à son actif la participation à au moins cinq missions similaires. Il aura une bonne connaissance des logiciels de conception / dimensionnement en Génie Civil. Il assurera la prise en charge du volet de l'étude concernant les ouvrages de franchissement et ouvrages connexes. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilier à Tahoua pendant toute la durée de la mission et répondra à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA à cet effet.
- ✓ **Un Ingénieur ou Technicien Supérieur Chef de Brigade Topographique** : Ingénieur Topographe, possédant une expérience d'au moins cinq (5) ans avec au moins trois (3) missions topographiques conduites dans le domaine d'études routières (route en terre). Il aura une excellente connaissance des techniques de topographie routière. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilié à Tahoua pendant toute la durée des études topographiques et répondront à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA/Tahoua à cet effet.

Le personnel d'appui sera proposé comme suit :

- Deux Aides – Topographes (croquiseurs)
- Quatre Porte mires ;
- Quatre(4) manœuvres;
- Deux Secrétaire (s) ;
- Deux Dessinateurs – Métreurs.

- ✓ **Un Ingénieur Hydrologue:** possédant une expérience d'au moins cinq (5) ans dont au moins trois (3) ans acquise dans la réalisation d'études routières similaires aux présentes ainsi qu'au moins trois expérience similaires. Il aura une excellente connaissance des techniques de l'hydraulique routière. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilier à Tahoua pendant toute la durée de la phase conception et répondra à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA à cet effet.

**b) Pour le volet N°2 : étude géotechnique :**

- ✓ **Un Ingénieur géotechnicien ou Technicien supérieur:** possédant une expérience avérée d'au moins cinq (5) ans dont au moins trois (3) ans dans la réalisation d'études routières similaires. Il aura une excellente connaissance des techniques de géotechnique routière. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilier à Tahoua pendant toute la durée de la mission et répondra à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA à cet effet.

Il sera appuyé par :

- ✓ Un technicien de laboratoire;
- ✓ Trois (3) manœuvres;

**c) Pour le volet N°3: EIES**

- ✓ **Un expert environnementaliste:** diplômé en Sciences de l'Environnement de niveau supérieur (Bac+5 ans au minimum) possédant une expérience d'au moins cinq (5) ans dans les pays sahéliens dans la réalisation d'études environnementales routières similaires. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilier à Tahoua pendant toute la durée de la mission et répondra à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA à cet effet.
- ✓ **Un Technicien supérieur en génie civil** (Travaux Publics ou Génie Rural) **/Assistant à l'Expert Environnementaliste:** possédant une expérience d'au moins cinq (5) ans dans les pays sahéliens acquise dans la réalisation d'études routière. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilier à Tahoua pendant toute la durée de la mission et répondra à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA/Tahoua à cet effet.
- ✓ **Un sociologue:** diplômé dans les Sciences humaines de niveau supérieur (Bac+3 ans au minimum), possédant une expérience d'au moins cinq (5) ans dans les pays sahéliens acquise dans la réalisation d'études d'impacts sociaux des investissements routiers similaires au présent et une expérience en participation communautaire. Dans le cadre de cette prestation il sera en permanence domicilié à Tahoua pendant toute la durée de la mission et répondra à toute sollicitation venant de l'UGP/PAMIRTA à cet effet.

☞ Cette équipe sera appuyée par des enquêteurs de terrain.

❖ **Ingénieurs Homologues au Chef de Mission:**

Dans le cadre de l'exécution de la mission, il sera affecté/nommé deux homologues au chef de mission. Ils seront des cadres (ingénieurs Génie civil ou Génie Rural) provenant respectivement du Génie Rural et de l'Equipement.

Ces deux Ingénieurs participeront à toutes les étapes de l'étude en collaboration avec le Responsable en charge du dossier au niveau de l'UGP/PAMIRTA à Tahoua.

Des indemnités forfaitaires mensuels leurs seront attribuées par le consultant. En cas de déplacement, leur prise en charge est assurée par le projet.

Ces deux agents de l'Etat seront les points focaux du Dossier et rendront compte régulièrement à leur direction respective de l'avancement des prestations.

Ils contribueront dans l'assurance qualité des prestations et appuierons l'UGP/PAMIRTA de Tahoua dans l'analyse et l'amendement de la documentation produites dans le cadre de cette étude.

❖ **Agrément du Personnel**

Pendant l'exécution du contrat le consultant ne pourra remplacer ses agents sans l'accord du PAMIRTA (UGP) qui se réserve le droit de retirer son agrément et d'exiger le remplacement de tout agent dont il sera reconnu que le comportement ou la compétence technique serait de nature à porter préjudice à la bonne exécution des prestations.



#### ❖ **Autorisation d'exercice**

En cas d'adjudication, les Bureaux d'Etudes ne résidant pas au Niger, se procureront une autorisation d'exercice, préalable à tout démarrage d'activité auprès des services compétents.

☞ *Pour les besoins de l'étude, le consultant fournira des matériels nécessaires à l'exécution de l'étude et particulièrement les matériels et équipements de bureau, y compris du matériel informatique.*

*Pour la logistique de transport, elle sera adaptée aux besoins des différentes équipes.*

**N.B :** *Le Volet Etude d'Impact Environnemental et Social est régi par des textes de Loi et des actes d'application qui réglementent l'élaboration du rapport y relatif. Aussi, à la mise en œuvre, des Termes de références séparés seront soumis à l'approbation des services compétents de l'Etat pour approbation avant exécution de l'étude proprement dite.*

#### **VIII. Méthode de passation du marché et d'évaluation des offres :**

La présentation et le dépouillement se feront selon les règles du code des marchés publics en vigueur.

#### **IX. COUTS DES PRESTATIONS DU BUREAU D'ETUDES (BE)**

Les honoraires du Bureau d'études (BE) couvriront les traitements et salaires du personnel affecté aux tâches de contrôle des travaux, ainsi que tous les autres coûts directs et indirects supportés par le prestataire.

La prise en compte de traitements et salaires du personnel doit se faire dans les prix unitaires, sans aucune modification des quantités du cadre de devis quantitatif et estimatif donné en annexe de la demande de proposition.

Pour la détermination de ces coûts des études il est proposé le cadre de devis estimatif quantitatif ci – après :

N°	DESIGNATION	U	Qté	PU	Montant
<b>I.</b>	<b>PERSONNEL</b>				
1.1	Ingénieur Routier Chef de Mission	Mois	5		
1.2	Ingénieur Assistant au Chef de Mission	Mois	5		
1.3	Equipe en charge des travaux topographiques	Mois	3		
1.4	Equipe en charge des travaux géotechniques	Mois	3		
1.5	Expert hydrologue -hydraulicien	Mois	2		
1.6	Expert Environnementaliste	Mois	2,5		
1.7	Un Technicien supérieur en génie civil/Assistant à l'expert environnementaliste	Mois	2,5		
1.8	Expert Socio-Economiste	Mois	2		
1.9	Personnel d'appui et Auxiliaires	FF	1		
	<b>Sous Total Honoraires</b>				



N°	DESIGNATION	U	Qté	PU	Montant
<b>II.</b>	<b>MISE A DISPOSITION DU MATERIEL ET EQUIPEMENTS</b>				
2.1	Matériels topographique et informatique	mois	3		
2.2	Matériel géotechnique	mois	3		
2.3	Véhicules	mois	11		
2.4	Local pour bureaux	mois	5		
<b>III.</b>	<b>FONCTIONNEMENT</b>				
3.1	Véhicules	mois	11		
3.2	Local pour bureaux	mois	5		
3.3	Communication	mois	5		
3.4	Edition et Tirage des documents (Rapports...)	FF	1		
<b>TOTAL PRESTATION D'ETUDE</b>					

**X. CALENDRIER DE DEPÔT DES RAPPORTS :**

Désignation	Durée	Délai	Nombre exemplaires à fournir	Observations
Rapport provisoire d'APS	1,5 Mois	Mois 0+1,5	10	Le Consultant reçoit les observations de l'administration sur APS 15 jours après dépôt.
Rapport définitif d'APS et Rapport Provisoire d'APD	1,5 Mois	Mois 0 + 3,0	10	Le Consultant aura 1 mois après réception observations APS pour produire APD provisoire.
Rapport final d'APD	1 Mois	Mois 0+4,00	10	Le Consultant reçoit les observations de l'administration sur APD 15 jours après dépôt. Il disposera de 15 jours pour produire la version finale.
REIES Provisoire et DAO Provisoire	1 Mois	Mois 0+5,00	05	Le consultant produira les versions provisoires des 2 documents 15 jours après dépôt APD final.
REIES définitif et DAO définitif			05	Les validations des 2 documents et la production des versions finales seront conduites hors délai. <i>Ces délais de validation n'étant pas maîtrisés par le prestataire ou le projet. Cependant, les modalités de paiement doivent prévoir le paiement de la dernière tranche du contrat après dépôt des versions définitives des documents en objet.</i>
<b>TOTAL</b>	<b>5 Mois</b>	<b>150 jours</b>		

## PHASE 2 : SURVEILLANCE ET CONTROLE DES TRAVAUX

### A. Surveillance et contrôle des travaux

L'objectif de la mission est d'assurer pour le compte de PAMIRTA, les prestations de maîtrise d'œuvre pour la surveillance et contrôle des travaux d'exécution relatifs aux projets de route rurales.

#### 1. Objectifs de la prestation

Les objectifs de la prestation de service de surveillance et contrôle des travaux, assuré par la mission de contrôle sont:

- ❖ Avant le démarrage des travaux
  - La préparation des pièces à caractère technique en liaison avec la représentation du Projet ;
  - La vérification de tous les documents techniques, administratifs et financiers préliminaires au démarrage des travaux.
- ❖ En cours de chantier

Pendant la phase d'exécution, conformément à ses responsabilités, il doit :

- Suivre et encadrer les entreprises ;
- Vérifier l'exécution des ordres de service
- Contrôler l'exécution des travaux ;
- Proposer leur réception et leur règlement ;
- Assurer le contrôle et la certification des décomptes établis par l'entreprise.

La mission de contrôle a la charge du contrôle de la bonne exécution de l'ensemble des travaux et doit veiller au respect :

- Des quantités prévues ;
- De la qualité exigée à travers les spécifications techniques ; et
- Les délais d'exécution impartis.

En outre il est l'interlocuteur permanent de l'entreprise pour toute question relative à l'exécution des travaux.

Cette phase ne concernera qu'une partie des 80kms, à la limite des travaux susceptibles d'être financés par les ressources financières disponibles.

#### 1.1 Consistance des travaux

Les travaux à exécuter comprennent les éléments suivants :

- Installation de chantier
- Préparation du terrain, débroussaillage, décapages;
- Gerbage des matériaux;
- Transport et fournitures de matériaux;
- Terrassement (déblais, remblais) ;
- Drainage et assainissement :
- Réalisation de fossés longitudinaux, fossés digue de garde et divergents ;
- Reprise partielle ou totale et construction neuve de divers ouvrages de franchissement en béton ;
- Réalisation de divers ouvrages connexes de protection de l'environnement: banquettes etc.
- Rechargement des couches de chaussée en matériaux latéritiques ;
- Environnement : mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts environnementaux (réalisation des forages d'eau, plantation d'arbres, aménagement de carrières);

- Signalisation verticale.
- Autres travaux connexes à identifier et concevoir au niveau de traversées de villages présentant des particularités, le cas échéant.

## **1.2. Délai d'exécution des travaux et des prestations :**

Le délai global d'exécution des travaux est estimé, saison de pluies comprise, comprenant la période prévue pour l'élaboration du rapport final à douze (12) mois couvrant(i) travaux préparatoires (y compris validation des documents d'exécution établis par les entreprises, pour environ 1 mois) ; (ii) exécution effective des travaux (9 mois); (iii) réceptions techniques et provisoires, y compris levées des différentes réserves éventuelles et plans de recollement (1 mois); (iv) élaboration rapport de fin des chantiers (1 mois).

## **2. Consistance des prestations du contrôle des travaux**

### **2.1. Rôle des différentes parties**

- ⇒ Le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage est le maître d'Ouvrage.
- ⇒ La coordination du projet PAMIRTA est le Maître d'Ouvrage Délégué.
- ⇒ La Direction Générale du Génie Rural est le maître d'œuvre.
- ⇒ La Direction des routes rurales assistance technique au maître d'ouvrage délégué avant, pendant et après les travaux.
- ⇒ Le cabinet à recruter, titulaire du marché objet des présents TDR, représentera le maître d'œuvre (Maître d'œuvre Délégué).

### **2.2. Responsabilité du titulaire**

Il sera responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage Délégué et du Maître d'œuvre, de la validation des Dossiers d'exécution, du contrôle technique, administratif et financier des travaux et la rédaction des différents rapports d'activités.

Le titulaire assurera les responsabilités de l'Ingénieur chargé du contrôle des travaux.

Dans l'exercice de ses responsabilités, il dépendra formellement du Maître d'œuvre et du maître d'Ouvrage Délégué, ou de tout autre Ingénieur désigné à cet effet par ordre de service.

Le titulaire installera des équipements, des personnes et des équipes appropriées ayant pour mission de valider le dossier d'exécution des travaux, de contrôler la qualité des travaux sont exécutés conformément aux prescriptions techniques et d'assurer l'exécution des décisions techniques, administratives et financières relatives aux marchés de travaux, selon les règles de l'art, et conformément aux termes du contrat. (Voir CCAP et CPTP du DAO)

### **2.3. Prestations à fournir par le titulaire.**

**2.3.1.** Dans ce qui suit, on dénommera par « La mission de contrôle », l'Attributaire du marché des prestations.

#### **2.3.2. Les prestations à fournir sont les suivantes :**

#### **Mobilisation et préparation des travaux**

- Examen et validation des dossiers d'exécution des travaux des différents tronçons de routes rurales/pistes retenues (y compris plans détaillés des ouvrages d'assainissement hydraulique et autres connexes). Ces dossiers seront élaborés par les entreprises qui les soumettront à la mission de contrôle qui les approuvera et/ou y émettre des réserves à discuter en lien avec les autres acteurs cités-ci haut. Les réserves pertinentes seront prises en compte pour produire les versions définitives des dits dossiers d'exécution

- Implantation topographique des axes et des ouvrages (contradictoirement avec l'entreprise).
- Modification des plans de projet si nécessaire et réalisation des études d'adaptation.

### **Contrôle et surveillance des travaux**

- Contrôle quotidien de l'exécution des travaux conformément aux spécifications techniques et administratives des marchés des travaux.
- Surveillance des activités des entreprises conformément aux plannings proposés.
- Vérifications de la qualité des travaux par l'exécution des essais de laboratoire prévus par le CPT.
- Contrôle des piquetages des terrassements et ouvrages effectués par l'entreprise (contradictoirement avec l'équipe de l'entreprise)
- Contrôle topographique-métrage des opérations de chaussée et des ouvrages (contradictoirement avec l'entreprise)
- Tenue des cahiers des chantiers et de tous les documents nécessaires au suivi des travaux.
- Rédaction et signature des ordres de service n'ayant pas de portée financière. Les ordres qui ont une portée financière doivent être soumis et signés par le Maître d'ouvrage Délégué.
- Organisation et participation aux réceptions techniques et provisoires des travaux.
- Modification des plans de projet si nécessaires et réalisation des études d'adaptation
- Vérification contradictoire avec le Délégué de l'implantation des axes et des ouvrages
- Etablissement des métrés, des attachements et des décomptes périodiques qui devront être remis MAITRE D'ŒUVRE septième jour du mois suivant.
- Organisation et participation aux réceptions provisoires des travaux;
- Etablissement du décompte général et du décompte final.

### **Santé/Hygiène/Sécurité et Environnement**

- Surveillance et contrôle des travaux prévus par l'étude d'impact sur l'environnement dont entre autre la santé et l'hygiène sur les chantiers. En effet, le titulaire veillera à travers le mode d'exécution des travaux contenu dans le CPT, à la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts prévus dans les contrats de travaux.
- En matière d'hygiène, le titulaire s'assurera que les conditions optimales sont respectées pendant toute la période de l'exécution des travaux.
- En matière de sécurité, le titulaire s'assurera que le personnel et le matériel roulant mobilisés sur les chantiers sont assurés par les entreprises.

### **Comptabilité du chantier**

- Établissement des métrés, des attachements et des décomptes périodiques qui devront être remis au Maître d'ouvrage délégué avant le septième jour du mois suivant.
- Établissement du décompte général et du décompte final.

### **Réunions**

- L'organisation des réunions hebdomadaires de chantiers auxquelles assisteront, outre la Mission de contrôle, l'entreprise, le représentant du maître d'ouvrage délégué en charge du dossier ou son assistance selon sa disponibilité;
- L'organisation des réunions bimensuelles auxquelles participent également les STD départementaux, régionaux du génie rural, équipement, de l'environnement et le représentant du maître d'ouvrage délégué en charge du dossier ou son assistant, le représentant du maître d'œuvre (DGGR) et celui de la DGRR;

- L'organisation des réunions mensuelles auxquelles participent également les STD départementaux, régionaux du génie rural, de l'équipement, de l'environnement et le représentant du maître d'ouvrage délégué en charge du dossier ou son assistant ;
- L'organisation des réunions bimestrielles auxquelles participent également l'Administration centrale ;
- Le titulaire assurera le secrétariat de toutes les réunions de chantier ;
- Participer à toute réunion qui exige la présence du contrôle.

### **Rapports et plans de recollement**

- ✓ Établissement d'un rapport mensuel, en dix (10) exemplaires, comprenant en particulier:
- ✓ Une brève présentation du projet ;
- ✓ La situation administrative des marchés passés pour les travaux et le contrôle, le relevé des ordres de service, les contentieux ;
- ✓ Les chronogrammes réel et prévisionnel (comparés des travaux, les pourcentages d'avancement par tâches);
- ✓ Les moyens matériels et humains mobilisés par l'entreprise et par la Mission de Contrôle ;
- ✓ Une description des travaux exécutés, des incidents rencontrés, des mesures correctives prises, des modifications apportées au projet ;
- ✓ Les études réalisées par la Mission de Contrôle dans le cadre de travaux connexes et mesures correctives ;
- ✓ Une analyse critique et des commentaires pertinents sur les résultats d'essais au laboratoire ;
- ✓ Les commentaires sur la qualité des travaux ;
- ✓ Les prestations de la Mission de Contrôle ;
- ✓ Les prévisions actualisées : le budget du projet (travaux et contrôle), comparées au budget initial, et l'explication des écarts;
- ✓ La situation des demandes de paiement des contractants, la situation des décaissements, la situation des règlements, tant pour le marché de travaux que pour celui de contrôle ;
- ✓ Des photographies commentées caractéristiques des travaux réalisés ainsi que les supports électroniques y relatifs;
- ✓ La projection dans le temps, de l'avancement des travaux en fonction du rythme de chacune des entreprises ; ce qui pourra permettre d'attirer l'attention du maître d'ouvrage sur d'éventuels retards,
- ✓ L'avancement du chantier et les conditions techniques et financières de l'exécution des travaux et du contrôle. Il comprendra tous les essais effectués et les différents levés topographiques, les comptes rendu des réunions de chantier ;
- ✓ Copie des correspondances transmises ou reçues
- ✓ Établissement d'un rapport trimestriel d'avancement du chantier, récapitulant l'ensemble des activités sur le trimestre ;
- ✓ Établissement d'un rapport final en dix (10) exemplaires présentant l'historique des chantiers, la description des travaux réellement exécutés ainsi que de l'analyse des coûts réels des travaux (y compris le contrôle). Il contiendra toutes les caractéristiques géotechniques et topographiques. Ce rapport comprendra également les suggestions et les recommandations du titulaire sur les problèmes techniques, humains et administratifs rencontrés et liés à l'interprétation du dossier d'appel d'offres, du contrat et les différentes correspondances.
- ✓ Le consultant assurera la disponibilité des plans de recollement dont il doit s'assurer de leur établissement par les entreprises titulaires des travaux ; il les observera afin de leur amendement et finalisation Ces plans de recollement doivent finalisés avant les réceptions provisoires des travaux (ou tout au plus quinze jours plus tard).

## ORGANISATION ET COMPOSITION DE LA MISSION DE CONTROLE

### 3. La mission de contrôle comprend pour les durées spécifiées:

- ⇒ **Un chef de projet à temps partiel:** Ingénieur routier ou du Génie Rural de haut niveau (bac + 5 ans) ayant au minimum 10 ans d'expérience et cinq(5) ans d'expériences au minimum en tant que chef de mission de contrôle de travaux de nature et de complexité similaires, avoir des expériences en travaux à haute intensité de main d'œuvre et une très bonne connaissance de la langue française
- ⇒ **Un Chef de mission à plein temps (Durée pendant 12 mois):** Ingénieur routier ou du Génie Rural de haut niveau (bac + 5 ans) ayant au minimum 5 ans d'expérience et trois ans d'expériences au minimum en tant que chef de mission de contrôle de travaux de nature et de complexité similaires, avoir des expériences en travaux à haute intensité de main d'œuvre et une très bonne connaissance de la langue française .
- ⇒ **Un environnementaliste à temps partiel (3 mois) :** Un expert environnementaliste diplômé en Sciences de l'Environnement de niveau supérieur (Bac+5 ans au minimum) avec une expérience d'au moins cinq (5) ans dans le suivi des PGES en matière de travaux routiers ;
- ⇒ **Deux (2) conducteurs de travaux à plein temps (2 hommes x 11 mois):** Ingénieur routier ou Génie Rural (bac + 5 ans) ayant au minimum 3 ans d'expérience de niveau minimum et deux (2) expériences en qualité de conducteur de travaux de nature et de complexité similaires par lot de travaux ou un Technicien supérieur ayant 5 ans d'expérience et trois (3) expériences en qualité de conducteur de travaux de nature et de complexité similaires par lot de travaux.
- ⇒ **Deux (2) Topographes à temps plein (2 hommes x 10 mois),** de niveau minimum Adjoint technique, ayant capitalisé une expérience sur au moins 3 chantiers routiers au moins.
- ⇒ **Deux (2) Géotechnicien à temps plein (2 hommes x 10 mois),** de niveau minimum Adjoint technique, ayant capitalisé une expérience sur au moins 3 chantiers routiers au moins.

### 3. Les charges du titulaire:

#### **4.1 Les moyens matériels (logistique):**

- ✓ Un véhicule tout terrain en bon état de fonctionnement pour le Chef de mission.
- ✓ Deux (02) véhicules tout terrain en bon état de fonctionnement pour les conducteurs des travaux (en raison d'un véhicule par conducteur de travaux et par série de lot).
- ✓ Deux (2) autres véhicules que pourront utiliser les autres personnels
- ✓ L'entretien, la réparation, le fonctionnement, les assurances et autres documents administratifs de ces véhicules sont à la charge du titulaire.

#### **4.2 La fourniture du matériel nécessaire pour la bonne exécution de prestations de contrôle:**

- ✓ Le matériel propre du titulaire et nécessaire au travail de topographie
- ✓ Le petit matériel, complémentaire à celui fourni par l'Entreprise, nécessaire pour l'équipe Labo et le bureau. (le bureau doit avoir son propre matériel labo).
- ✓ Un micro-ordinateur y compris logiciels appropriés et imprimante couleur (traitement de texte, tableur, logiciels d'ingénierie etc...) et un appareil photo numérique par lot.

#### **4.3 La mise à disposition de son personnel de logement et des moyens matériels complémentaires nécessaires à la bonne exécution de la mission.**

Le titulaire prendra à sa charge les frais de fonctionnement courant de la mission. Les coûts correspondants seront implicitement inclus dans les forfaits mensuels figurant au devis estimatif.

## **5. TRAVAUX DE LABORATOIRE / TOPOGRAPHIE**

L'Entrepreneur installera dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de signature de l'ordre de service de commencer les travaux, un laboratoire permettant d'exécuter contradictoirement avec la Mission de contrôle les différents essais suivants :

- ✓ Analyses granulométriques par tamisage et ou sédimentométrie
- ✓ Teneur en matières organiques
- ✓ Densité in situ
- ✓ Limites d'atterberg
- ✓ Équivalent de sable
- ✓ Essais proctor modifié
- ✓ Essai CBR
- ✓ Contrôle de la densité sèche et de la teneur en eau d'un matériau après compactage (densitomètre LCPC ou gamma densimètre)
- ✓ Mesure de la consistance du béton
- ✓ Mesure de la résistance à la compression du béton

Et plus généralement tous les essais requis par le CPT et/ou proposés par l'Entrepreneur et acceptés par l'Ingénieur, Chef de la mission de contrôle.

Le personnel de maîtrise et les équipements de ce laboratoire devront recevoir l'agrément de l'Ingénieur, Chef de la mission de contrôle.

L'emplacement du laboratoire de chantier sera soumis à l'agrément de l'Ingénieur, Chef de la mission de contrôle ; les locaux seront éclairés à l'électricité et disposeront d'eau courante.

Dans le cas de mauvais fonctionnement persistant des laboratoires de chantiers, le Maître d'œuvre pourra exiger le remplacement parmi les personnels et le matériel de ces laboratoires et aux frais des entreprises, sans que ceux-ci puissent faire des réclamations en raison des retards ou interruptions des chantiers consécutifs à ces sujétions, et ce, jusqu'à ce qu'il soit fait la preuve que les laboratoires des entreprises peuvent reprendre leurs activités dans des conditions satisfaisantes.

Les dépenses relatives à la mise à disposition et aux fonctionnements des laboratoires des chantiers ne font pas l'objet d'une rémunération spéciale, mais sont au contraire comprises dans les frais généraux des entreprises et incus dans les prix des bordereaux.

Tous les prélèvements seront faits contradictoirement au choix de l'Ingénieur, chef de la mission de contrôle. La mission de contrôle aura libre accès aux laboratoires. L'ingénieur, chef de la mission de contrôle, contrôlera la conduite des essais et pourra utiliser les matériels et les personnels auxiliaires des entreprises pour effectuer tous les essais de contrôle complémentaires, qu'il jugerait nécessaires. Les frais résultant de ces essais complémentaires resteront à la charge des entrepreneurs.

Les entrepreneurs auront en permanence sur les chantiers tous les instruments, outils et matériels utiles pour effectuer les vérifications prévues au CPT ou celles jugées nécessaires par l'Ingénieur. Obligation à eux de le faire, après mise en demeure de l'Ingénieur.

Néanmoins le titulaire (mission de contrôle) devra mobiliser sa propre équipe topographique pour mettre en œuvre les tâches de contrôle topographique et de métrage qui lui incombent.

## **6. REMISE DES RAPPORTS**

Le titulaire devra fournir les rapports mensuels et trimestriels dans les 10 jours qui suivent la période concernée. Ils seront établis en dix (10) exemplaires envoyés au Projet PAMIRTA.

Le rapport final est à remettre dans les 30 jours après l'achèvement des travaux. Il sera établi en dix (10) exemplaires.



## 7. BUDGET INDICATIF DE LA MISSION (Selon offre du consultant)

A titre indicatif, il est proposé aux soumissionnaires le cadre de devis estimatif ainsi qu'il suit :

### Estimation contrôle et surveillance d'environ Quarante (40) km d'infrastructures routières dans la région de Tahoua

N°	DESIGNATION	U	Qté	PU	Montant
<b>I.</b>	<b>PERSONNEL</b>				
1.1	Chef de mission, ingénieur routier	Mois	12		
1.2	Deux Conducteurs de travaux	Mois	24		
1.3	Deux (2) Géotechniciens	Mois	20		
1.4	Deux (2) Topographes	Mois	20		
1.5	Un Ingénieur Environnementaliste	Mois	2		
1.6	Personnel d'appui	Mois	12		
<b>II.</b>	<b>MISE A DISPOSITION MATERIEL</b>				
2.1	Matériel topographique (2)	mois	20		
2.2	Matériel informatique	mois	12		
2.3	Véhicules	mois	30		
2.4	Local bureaux	mois	12		
<b>III.</b>	<b>FONCTIONNEMENT</b>				
3.1	Véhicules	mois	30		
3.2	Bureaux	mois	12		
3.3	Communication	mois	12		
3.4	Edition de rapports	FF	12		
<b>TOTAL</b>					-

## 8. MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement du consultant sera fait sur base de l'avancement des travaux, au prorata du devis global des prestations. Il se fera par virement bancaire après dépôt du rapport mensuel ou trimestriel correspondant.

**DETAIL DES TERMES DE REFERENCE SPECIFIQUE A L'ETUDE D'IMPACT  
ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES)**

**I. Objectifs du projet**

**1.1 Objectif global**

Contribuer efficacement au désenclavement des zones concernées par le projet par une amélioration du réseau de routes rurales.

**1.2 Objectifs spécifiques**

Spécifiquement, l'étude vise à permettre :

- l'accessibilité des populations aux services sociaux de base ;
- l'accroissement des échanges commerciaux et de la compétitivité des produits ;
- la réduction du coût de transport ;
- l'amélioration du confort et de la sécurité des usagers ;
- le désenclavement des zones à hautes potentialités agricoles ;
- le développement des activités touristiques
- le renforcement du réseau routier en général.

**II. Objectifs et résultats attendus de l'étude**

**2.1 .Objectifs de l'étude**

L'étude d'impact sur l'Environnement et social a pour objectif global de permettre d'identifier les impacts environnementaux et sociaux liés au projet, d'apprécier et estimer les impacts directs et indirects, à court, moyen et long terme sur les milieux biophysique et humain concernés, et de proposer des mesures d'atténuation, de compensation et/ou de renforcement des impacts positifs prévus, et ce, pendant les différentes phases du projet (principalement pendant la phase pré construction/construction, et Exploitation.

**2.2 .Objectifs spécifiques**

L'étude vise à :

- Identifier les enjeux environnementaux et sociaux associés au Projet d'aménagement de 80 km de routes rurales dans les pôles de développement économique (PDE) de Guidan Ider et Dogueroua dans la Région de Tahoua;
- Réaliser un diagnostic des milieux dans lesquels le projet va s'insérer notamment l'établissement d'une situation de référence à travers l'analyse des aspects socioéconomiques, culturels, floristiques, fauniques, climatologiques, géomorphologiques, géologiques, hydrologiques, pédologiques et leurs relations écologiques ;
- Identifier et évaluer les impacts (négatifs et positifs) qui pourraient être générés par les travaux de construction des tronçons totalisant les 80 km de pistes de la phase de Pré-construction à la phase de Construction et Exploitation;

A cet effet:

- Proposer des mesures d'atténuation et/ou de compensation des impacts négatifs et des mesures d'optimisation des impacts positifs à travers un Plan de Gestion Environnementale et Sociale détaillé;
- Réaliser une audience publique afin de prendre en compte les avis/préoccupations des populations.

### **III. Champ de l'étude**

Les impacts du projet se manifesteront pendant les phases de pré-Construction, Construction et d'exploitation du projet sous plusieurs formes notamment la modification de la structure des sols, la dénaturation des paysages, la modification du relief, l'altération de la qualité de l'air ambiant, les nuisances sonores, le déversement des huiles de moteur. Pour appréhender ces impacts, le consultant aura à effectuer un déplacement au niveau du champ d'étude. Ainsi, il mettra l'accent au niveau de la zone d'impact direct du projet à savoir la localisation ponctuelle des différentes mesures d'atténuation et ou de bonification proposées, ainsi que la protection des populations riveraines.

### **IV. Tâches du consultant**

Dans le cadre de la présente étude, les tâches assignées au consultant consisteront à :

- une description du projet ;
- Le consultant doit déterminer la zone d'influence du projet. Cette zone doit être perceptible, devrait être cartographiée selon les principales thématiques pertinentes dans le cadre de la présente étude (cartes d'occupation des sols);
- la réalisation d'un état détaillé de la situation actuelle de la zone du projet qui permettra d'apprécier adéquatement les impacts positifs et négatifs, directs ou indirects sur l'environnement biophysique et humain ;
- une revue du cadre politique, juridique et institutionnel du projet ;
- la prise en compte de tous les aspects environnementaux et sociaux associés aux travaux sur la base de la documentation existante relativement à la zone du projet ;
- l'échange avec les populations concernées par le projet ;
- l'identification et l'évaluation des impacts positifs et négatifs, directs ou indirects sur l'environnement biophysique et humain associés à la mise en œuvre du Projet;
- la définition des mesures d'atténuation des impacts négatifs et d'optimisation des impacts positifs ;
- l'élaboration d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) de chaque tronçon de piste, détaillant clairement les actions à mener, les responsables de la mise en œuvre, le cadre institutionnel de mise en œuvre ainsi que les indicateurs de suivi et les coûts y afférents. Cette partie est assortie d'un Plan de Surveillance et de suivi de l'Environnement;
- 
- l'élaboration du rapport provisoire de l'étude ;
- l'aide et l'assistance nécessaire au promoteur du projet (UGP/PAMIRTA), pour les orientations nécessaires concernant les voies et moyens à suivre avant, pendant et après la réalisation de l'étude, selon leur rapport de partenariat ;
- finaliser le rapport en prenant en compte les observations et commentaires issus de l'atelier d'évaluation du rapport sous l'égide du Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact (BEEI).

### **V. Contenu du rapport de l'étude d'impact sur l'environnement**

Le rapport d'étude d'impacts comprendra toutes les informations nécessaires à la prise de décision sur l'EIE. L'information technique sera limitée à l'essentiel et décrite de façon à faciliter la compréhension des non-spécialistes. Sa présentation doit être conforme à ***l'article 7 du décret n°2000-397/PRN/ME/LCD du 20 octobre 2000*** portant sur la procédure administrative d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.

Ainsi, il comprendra les points ci-dessous énumérés :

- ***un résumé non technique*** qui fournira des renseignements au titre de chacun des points développés dans le rapport ;
- ***une introduction*** qui présentera les grandes lignes du rapport ;
- ***une description complète projet*** : cette description comprendra :
  - la justification du projet ;
  - les objectifs et résultats attendus ;
  - la localisation du site concerné ;
  - la description technique des éléments du projet.
- ***une analyse de l'état initial des sites*** : ce chapitre a pour but de décrire l'état initial d'un point de vue biophysique et humain. Cette description doit identifier les différentes composantes du milieu. En outre, elle doit être suffisante pour permettre de mesurer tous les impacts importants liés au projet. Elle portera sur les composantes suivantes :
  - composantes biophysiques : climat, sol, eau, air, faune et végétation ;
  - composantes humaines : Santé, sécurité, activité socioéconomique (agriculture, élevage, pêche, revenus, bien-être, etc.), etc.
- ***le cadre politique, juridique et institutionnel de l'étude*** : cette partie comprendra un rappel :
  - les documents stratégiques du développement élaborés et adoptés par le gouvernement du Niger et qui sont pertinents dans le cadre du projet ;
  - des conventions et accords internationaux de protection de l'environnement, auxquels le Niger a adhéré et qui sont pertinentes par rapport au projet ;
  - de la réglementation en matière de gestion de l'environnement et des études d'impact au Niger ainsi que d'autres textes ayant un lien pertinent avec le projet ;
  - du dispositif institutionnel en matière d'environnement et des études d'impacts.
- ***la méthodologie d'identification et d'évaluation des impacts*** : qui sera utilisée dans le cadre de la présente étude d'impact environnementale et sociale ;
- ***une description des alternatives possibles au projet*** ;
- ***une description des mesures*** : Cette section présentera les mesures et actions qui seront mises en œuvre par le promoteur pour prévenir, atténuer, supprimer les impacts négatifs et de bonifier/optimiser les impacts positifs.
- ***un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)*** :

Il doit faire le point sur les différentes composantes impactées, les activités source d'impacts, les mesures prévues pour prévenir, atténuer, supprimer les impacts négatifs et bonifier/optimiser les impacts positifs, les structures responsables de la mise en œuvre, les structures responsables du suivi de la mise en œuvre, les indicateurs de mise en œuvre, la période à laquelle elle seront mises en œuvre et les coûts de mise en œuvre et de suivi. Ce plan comportera donc les principales parties ci-après :

  - un programme d'atténuation et de bonification des impacts ; il doit présenter les mesures à mettre en œuvre pour atténuer/limiter ou bonifier les impacts du projet, les responsabilités de mise en œuvre ainsi que les coûts de mise en œuvre de ces mesures ;
  - un programme de surveillance environnementale : ce programme doit indiquer les éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés, les impacts potentiels, les mesures d'atténuation et/ou de bonification, les responsables de mise en œuvre et de surveillance, la périodicité ainsi que les coûts y relatifs.

- un programme de suivi environnemental : ce programme doit sortir clairement les composantes de l'environnement qui nécessitent un suivi, les paramètres du suivi, les actions à réaliser, les indicateurs de suivi, les responsabilités, la fréquence et les coûts.
- un programme de renforcement des capacités des acteurs présentant les différents intervenants dans de la mise en œuvre du PGES, leurs besoins en renforcement des capacités ainsi que les coûts de mise en œuvre.
- **une conclusion générale** : qui rappellera les principales mesures prises pour limiter ou supprimer les impacts négatifs les plus significatifs et indiquera les incertitudes relatives aux éléments présentés dans l'étude d'impacts;
- **les annexes** qui comprendront les documents d'informations complémentaires élaborés dans le cadre de l'EIE de ce projet, termes de référence de l'EIE et/ou des études complémentaires, cartes, dessins, résultats de laboratoire, rapports photographiques et autres articles jugés importants pour la compréhension du travail.

## VI. Plan de consultation du public

Un processus de publicité doit accompagner la réalisation de cette étude. D'après l'article **10 du Décret 2000-397/PRN/ME/LCD du 20 octobre 2000**, ce mécanisme doit comprendre :

- l'information de la population de la réalisation d'une étude d'impacts sur l'Environnement. Pour le cas d'espèce, il s'agira donc d'informer les populations riveraines qui seront affectées par la construction/réhabilitation des tronçons de pistes ;
- la consultation des personnes, groupes de personnes concernées par le projet et du public en général lors de la réalisation de l'étude d'impact sur l'Environnement;
- l'accessibilité au rapport de l'étude d'impacts sur l'Environnement par les populations concernées et le public en général auprès du Bureau d'Évaluation Environnementale et des Études d'Impact (BÉEEI) ;
- l'information et la concertation de la population sur le contenu du rapport d'Étude d'Impacts sur l'Environnement par tous les moyens appropriés.

## VII. Atelier d'évaluation du rapport de l'étude

L'évaluation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social se fera en atelier par un comité ad' hoc dûment mis en place par un arrêté du ministre en charge de l'Environnement. Cet atelier regroupera les autorités administratives et techniques qui pourraient être impliquées dans le cadre de ce projet.

Cet atelier sera organisé par le Bureau d'Evaluation Environnemental et des Etudes d'Impact (BEEEI). Le consultant appuiera le promoteur pendant le déroulement de l'atelier.

En outre, le consultant est chargé d'intégrer toutes les observations issues de l'atelier.

## VIII. Profil du consultant

La présente étude sera conduite par un expert environnementaliste, spécialisé en évaluation environnementale, de niveau Bac + 5 ans et familiarisé avec les études des projets de construction des routes. Il doit avoir une connaissance solide du mécanisme juridique et institutionnel des études d'impact au Niger et avoir fait valider au moins un rapport d'étude d'impact d'un projet similaire. Cet expert pourra faire appel à d'autres spécialistes dont il estime nécessaire pour la bonne exécution de son travail. Ces experts seront tous de haut niveau et justifieront de solides expériences dans leurs domaines respectifs. Dans le cadre de leur prestation, ils pourront faire appel à un personnel d'appui.

### **IX. Dispositions administratives et produits à livrer**

Le Consultant soumettra un rapport entièrement rédigé en français. Il doit être fourni en format analogique (support papier).

Les étapes de production des rapports sont les suivantes :

- le rapport provisoire à fournir (*cf calendrier de remise des rapports*) après le démarrage de l'étude sous format papier (une copie) et une version électronique. Cette version sera présentée par le Consultant lors de l'atelier de validation ;
- le rapport définitif à fournir 10 jours après l'atelier d'évaluation sous format papier en sept (7) copies et une version électronique (sous un CD).  
Cette version prendra en compte toutes les observations et commentaires formulés lors de l'atelier et qui n'auraient pas été pris en compte dans les échanges et réponses apportées.

### **X. Calendrier et durée de l'étude**

*CF Calendrier général TDR Global des études.*

## MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION

### Nom et Adresse du Soumissionnaire

.....  
.....

Lieu....., le .....

N° .....

**Le Directeur**  
**A**  
**Monsieur le .....**  
**Adresse**

### **Objet : Soumission pour .....**

Madame/Monsieur,

Après avoir examiné le dossier de présélection N° (insérer le numéro) dont nous accusons réception, nous vous soumettons par la présente notre proposition de manifestation d'intérêt fermée et cachetée.

Nous nous engageons sur la base de cette proposition pour une période de quatre-vingt et dix (90) jours. A compter de la date fixée pour la remise des plis, la proposition continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période.

Les termes de référence font partie intégrante de notre proposition.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature

Nom et Prénom du représentant habilité

**MODELE EQUIVALENT DU « CERTIFICAT ANTIMAFIA » POUR LES  
ENTREPRISES NON ITALIENNES**

Sur la base des informations que nous détenons, nous certifions que les personnes suivantes :

(Nome, Prénom, Adresse de résidence, Date et lieu de naissance, Document d'identité du chef de la direction, du titulaire et des membres du conseil d'administration)

\_\_\_\_\_ (titulaire)

\_\_\_\_\_ (chef de la direction)

\_\_\_\_\_ (membres du conseil d'administration)

et les membres de leurs familles résidant avec eux,

(Nom, Prénom, Adresse de résidence, Date et lieu de naissance, Document d'identité des membres de la famille du chef de la direction résidents avec lui, des membres de la famille du titulaire résidents avec lui, et des membres de la famille des membres du conseil d'administration résidents avec eux)

\_\_\_\_\_ (membres de la famille du titulaire)

\_\_\_\_\_ (membres de la famille du chef de la direction)

\_\_\_\_\_ (membres de la famille des membres du conseil d'administration)

ne sont pas concernés par une des conditions suivantes :

1. Être une personne qui fait partie, ou est affiliée, à une organisation criminelle ou à un gang du crime, ou à un syndicat du crime, ou à un réseau criminel;
2. Être une personne qui a utilisé un syndicat du crime pour promettre de procurer des votes électoraux en échange d'un profit, ou de promettre un profit en échange de recevoir des votes électoraux;
3. Être une personne qui a commis des crimes en utilisant les services d'une organisation criminelle ou d'un gang, ou d'un syndicat du crime, ou d'un réseau criminel;
4. Être une personne qui, sur la base d'éléments concrets, est considéré comme un sujet habituellement impliqué dans tout type de commerces interdits;
5. Être une personne qui vit (partiellement ou totalement), sur la base d'éléments concrets, sur des bénéfices découlant d'activités criminelles;
6. Être une personne dont le comportement peut être interprété, basé sur d'éléments concrets, comme amené à commettre des crimes qui peuvent mettre en danger



l'intégrité physique ou morale d'enfants, ou la santé publique, ou la sécurité publique, ou la quiétude publique;

7. Être en tant qu'individu, ou en tant qu'appartenant à un groupuscule, le complice dans la préparation d'activités visant à subvertir l'ordre existant d'un Etat, par des crimes convergeant vers ce but, ou à travers des actes de terrorisme international;
8. Faire partie d'une organisation politique illégale, ou d'une organisation visant à renverser l'État, avec comme objectif de créer un régime de type « fasciste », à savoir une dictature radicale, nationaliste, intolérante, antidémocratique, belliqueuse envers d'autres Etats, en promouvant particulièrement la violence ;
9. Être une personne condamnée pour un des crimes énumérés dans cette section, et dont le comportement peut être interprété comme une attitude en vue de récidiver et ce à travers des activités préparatoires ;
10. Être une personne qui encourage ou finance les crimes indiqués dans cette section;
11. Être une personne qui, à l'avis des autorités de la sécurité publique, fait partie ou a soutenu d'autres personnes lors de l'organisation de violentes manifestations au cours d'évènements sportifs.

Le document doit être délivré par les Autorités Publiques de Sécurité du pays d'origine de l'entreprise et/ou du pays où les personnes mentionnés ci-dessus ont leur résidence.